

PRIX DES BIENS ALIMENTAIRES

En hausse de 4,7% en août dernier

Après des baisses observées aux trois derniers mois (mai, juin et juillet), les prix des biens alimentaires inscrivent un relèvement sensible de 4,7% en mois d'août 2023 par rapport au mois de juillet, selon les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS). Ce résultat est le fait essentiellement des prix des produits agricoles frais qui se redressent et enregistrent une variation remarquable de +8,4%. P 3



EQUIPEMENTS PUBLICS

Dégel de plus de 780 projets à fin août

Plus de 780 projets d'équipement public d'un coût de 1.273 milliards de DA ont été dégelés, fin août dernier, par le Gouvernement. L'annonce a été faite par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, lors de la présentation de la Déclaration de politique générale du gouvernement à l'Assemblée populaire nationale (APN).

P 2

UN COLLOQUE NATIONAL SERA ORGANISÉ DIMANCHE PROCHAIN À ORAN

La sécurité alimentaire et l'économie de la connaissance au menu



La sécurité alimentaire et l'économie de la connaissance sont le thème d'un colloque national, qui se tiendra, dimanche prochain à l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", indiquent des organisateurs. Au cours de ce colloque, qui verra la participation de 15 professeurs et chercheurs, la problématique de la sécurité alimentaire et les mécanismes de l'économie de la connaissance seront mis en relief sous l'angle de la rationalisation, de la rationalité et de la durabilité.

P 5

EN AFRIQUE

La demande de gaz s'accélère : +4% par an jusqu'en 2026

Ces 10 dernières années, 40% des nouveaux gisements de gaz dans le monde ont été découverts en Afrique. La production gazière du continent devrait augmenter de 10% d'ici 2026. Un espoir pour les 600 millions d'Africains qui n'ont toujours pas accès à l'électricité.

P 9

ARRÊT DE L'INVESTISSEMENT DANS LE GAZ NATUREL

Les mises en garde du GECF P4

PÉTROLE

Le Brent à plus de 87,5 dollars P4

FÊTE DE LA FIGUE DE BÉNI-MAOUCHE

120 exposants attendus P6

AGENCES DE
TOURISME ET DE
VOYAGES –
HADJ2024-
Installation
de la
Commission
de sélection
et de
classement

Le Directeur général de l'Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO), Ahmed Slimani a supervisé, mardi à Alger, l'installation de la Commission de sélection et de classement des agences de tourisme et de voyages, candidates pour participer à l'organisation de la saison du Hadj 2024/1445 Hégire, indique un communiqué de l'Office. La même source a précisé que l'installation s'est déroulée en présence de représentants des différents secteurs et établissements concernés par l'organisation de cette opération, ajoutant que la Commission avait entamé son travail " de sélection et de classement des agences de tourisme et de voyages, selon leurs sièges mères et selon les aéroports de départ agréés".

EQUIPEMENTS PUBLICS

Dégel de plus de 780 projets à fin août

Plus de 780 projets d'équipement public d'un coût de 1.273 milliards de DA ont été dégelés, fin août dernier, par le Gouvernement. L'annonce a été faite par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, lors de la présentation de la Déclaration de politique générale du gouvernement à l'Assemblée populaire nationale (APN).

Par Slimane T.

Il a précisé que «le gouvernement a procédé dans le cadre des procédures de dégel, à l'actualisation du calendrier des opérations d'équipement public en vue de répondre aux besoins socioéconomiques et d'améliorer la qualité des services publics dans différents secteurs de l'activité publique». «L'opération arrêtée fin août 2023 fait état du dégel de plus de 780 projets d'équipement public, totalisant des autorisations d'engagement de l'ordre de 1.273 milliards de DA, dont 80 % pour le programme sectoriel centralisé, soit 293 opérations concernées par le dégel», a fait savoir M. Benabderrah-

mane. Pour le programme sectoriel décentralisé (PSD), le Premier ministre a indiqué qu'il a bénéficié du dégel de 489 opérations, totalisant des autorisations d'engagement de l'ordre de 256 milliards de DA, soit 20 % de l'ensemble des autorisations d'engagement dégelées. Au sujet de la répartition sectorielle des opérations du dégel, le secteur de l'habitat a bénéficié d'un quota de 172 opérations dégelées pour un montant de 243 milliards de DA, suivi du secteur de l'hydraulique avec 118 opérations totalisant des autorisations d'engagement de l'ordre de 136 milliards de DA et du secteur de l'agriculture avec 74 opérations concernées par le dégel pour 91 milliards de DA.

Le secteur de la jeunesse et des sports a, également, bénéficié du dégel de 105 opérations de proximité, d'un coût de 17 milliards de dinars, selon le Premier ministre qui a souligné à fait état aussi du dégel des études liées à la réalisation de trois stades d'une capacité de 30.000 spectateurs dans les wilayas de Bejaia, de Batna et de Sétif. En termes de répartition géographique du programme sectoriel décentralisé, les wilayas des hauts plateaux et du sud ont bénéficié de la levée du gel sur 233 opérations, avec des licences d'engagement représentant 52% de l'ensemble de ces opérations, tandis que les wilayas du nord ont bénéficié de 266 opérations avec des li-

cences d'engagement représentant 74,4 % de cette opération. Concernant les infrastructures de base qui représentent le principal moteur de développement et le premier secteur en matière d'efforts budgétaires et de dépenses de l'Etat, le premier ministre a souligné que "le secteur des travaux publics, du bâtiment et de l'hydraulique représentait environ 80% des opérations dégelées au cours des années 2022 et 2023, sans compter le nouveau programme réalisé et celui en cours, notamment pour ce qui est des routes et du Rail". Benabderrahmane a également souligné la levée du gel sur le projet de téléphérique dans les wilayas de Bejaia et de Constantine.

INSTITUT DE FORMATION BANCAIRE

6.000 cadres formés en 2022

Pas moins de 6.000 cadres bancaires ont bénéficié de formation durant l'exercice 2022, par l'Institut de formation bancaire (IFB), a indiqué à Alger le directeur général de cet institut public, Athmane Malek. "En 2022, 6.000 collaborateurs ont bénéficié des formations proposées par l'IFB qui a organisé 69.011 jours de for-

mation, dans une offre de plus en plus diversifiée", a indiqué M. Malek qui s'exprimait lors de la 6e édition de la rencontre annuelle de l'IFB avec les responsables des ressources humaines (RH) et de la formation des banques et établissements financiers en Algérie. Le directeur général a souligné également que "les staffs forma-

teurs de l'IFB se sont déplacés dans 20 wilayas du pays chaque fois où le besoin est exprimé afin d'accompagner les banques au niveau local". Relevant l'importance de cette rencontre avec les responsables RH "pour mettre en adéquation l'offre avec les besoins réels des banques", M. Malek a fait savoir que le catalogue d'offres de

formation que propose annuellement l'institut aux banques et institutions financières est périodiquement mis à jour, en insérant plusieurs thématiques en concertation avec institutions bénéficiaires. Pour sa part, le président du Conseil d'administration de l'IFB, Amar Oudahmane, a souligné que l'institut œuvrait en per-

manence pour répondre aux besoins créés par l'évolution du marché financier et aux préoccupations de l'heure du secteur bancaire, notamment celles liées à la sécurité, la gestion et pilotage des risques, le traitement des opérations du commerce extérieur, le développement du service monétique, le développement de la finance islamique.

ECOSYSTÈMES SECTORIELS RÉGIONAUX DÉDIÉS À L'ENTREPRENEURIAT

Le CNESE lance des enquêtes dans la Mitidja

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a lancé mardi des enquêtes sur les écosystèmes sectoriels et régionaux dédiés à l'entrepreneuriat dans la région de la Mitidja, et ce, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). "Ces enquêtes jetteront la lumière sur des aspects capitaux de notre tissu entrepreneurial et contribueront à orienter les efforts vers un développement plus durable et équilibré dans toute la région de la Mitidja", a expliqué le président du CNESE, Sidi Mohammed Bouchenak Khelladi, qui a présidé

les travaux de l'atelier de lancement de ces enquêtes, en présence des responsables des organes publics chargés de l'investissement et des représentants des organisations patronales. Il s'agit d'une étape "fondamentale" dans la réalisation de l'étude portant sur les écosystèmes sectoriels et régionaux dédiés à l'entrepreneuriat en Algérie, a-t-il affirmé, rappelant que cette étude était lancée en partenariat avec le PNUD suite au protocole d'accord signé en 2020 visant à renforcer les capacités dans les domaines de développement humain durable et de la durabilité économique.

L'objectif de ces enquêtes est de "dresser un état des lieux de l'écosystème relatif à l'entrepreneuriat dans la région de la Mitidja, avec un focus initial sur le secteur agro-alimentaire", précise M. Bouchenak Khelladi. Le président du CNESE a relevé que ces enquêtes seront réalisées à travers un questionnaire au format papier et en ligne, accessible sur le site-web du CNESE et sur l'ensemble des sites d'institutions et organismes membres du comité intersectoriel, installé le 27 octobre 2021 et élargi en juillet 2023 au secteur privé. Les résultats qui émergeront de cette étude "auront un impact direct sur les politiques,

les programmes et les initiatives en faveur de l'entrepreneuriat dans la région de la Mitidja", a-t-il souligné. De son côté, la représentante résidente du PNUD en Algérie, Blerta Aliko a indiqué que ces enquêtes qui se focalisent en premier lieu sur l'industrie agroalimentaire dans la région de la Mitidja (Alger, Blida, Boumerdes, Médéa et Tipaza) vont permettre d'aller en profondeur sur les défis et les opportunités pour améliorer les politiques publiques, et partant booster les écosystèmes dédiés à l'entrepreneuriat, ajoutant que les résultats de ces enquêtes vont inspirer les autres régions de l'Algérie.

R E.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

PRIX DES BIENS ALIMENTAIRES

En hausse de 4,7% en août dernier

Après des baisses observées aux trois derniers mois (mai, juin et juillet), les prix des biens alimentaires inscrivent un relèvement sensible de 4,7% en mois d'août 2023 par rapport au mois de juillet, selon les chiffres de l'ONS.

Par Sirine R

Ce résultat est le fait essentiellement des prix des produits agricoles frais qui se redressent et enregistrent une variation remarquable de +8,4%. Les produits les plus touchés par cette tendance, concernent, les légumes (+28,1%), la viande de poulet (+20,1%) et à un degré moindre les fruits (+13,8%). Il ressort de ce nouveau bulletin statistique pour le mois d'août, une augmentation des prix à la consommation au niveau national, établi sur la base d'observations effectuée dans 17 villes et villages représentatifs de différentes régions du pays, rappelle la même source. Ainsi, en août 2023, l'indice général des prix à la consommation au niveau national a enre-



gistré une hausse de 2,7% par rapport au mois de juillet précédent. Selon l'ONS, l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une hausse de 2,2% en août 2023 par rapport au mois de juillet précédent. Cette augmentation est légèrement supérieure à celle observée au même mois de l'année précédente (+1,9% en août 2022

par rapport à juillet 2022). Cette tendance s'explique principalement par l'augmentation des prix des biens alimentaires, qui ont enregistré une hausse de 4,2%, explique l'Office des statistiques, qui note que cette tendance haussière intervient également après des baisses, quoique modérées, relevées aux trois mois précédents (mai, juin et juillet).

Quant aux prix des biens alimentaires industriels, ces derniers ils ont connu une légère baisse de 0,3%. Les prix des produits manufacturés et des services ont augmenté de 0,2% et 0,7% respectivement. En comparaison avec août 2022, les prix des biens alimentaires ont augmenté de +13,9%. Les produits agricoles frais ont enregistré une variation de +23,5%, avec une augmentation de +45,9% pour les fruits. Les produits alimentaires industriels ont augmenté de 4,4%, avec une hausse de +24,5% pour le café, le thé et les infusions. Les prix des produits manufacturés ont augmenté de +6,8%, et ceux des services de +4,3%. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,5% par rapport au mois précédent. Par rapport à août 2022, la

variation des prix à la consommation est de +9,7%, avec un rythme d'inflation annuel de +9,3% (de septembre 2022 à août 2023). Des mesures ont été prises par le gouvernement pour contrer cette inflation galopante. Il s'agit d'un bon approvisionnement du marché en matières premières, la régulation et la subvention des prix. Parmi ces mesures figurent la réduction des droits douaniers de 30% à 5% sur l'importation des viandes bovines et ovines fraîches, réfrigérées et emballées sous vide, ainsi que le bétail vivant importé, outre «la surveillance des prix et la lutte contre la spéculation sur les prix des matières premières, ce qui devrait réduire l'inflation au cours des mois restants de l'année en cours», avait fait savoir le ministre des Finances.

SELON LES DONNÉES DU FMI

La croissance africaine continue de tenir la route

Des signes d'une reprise économique émergent en Afrique et le continent devrait afficher une croissance de 3,8% en 2024, selon les derniers chiffres du FMI. L'Afrique du Nord fait cependant moins bien que l'Afrique subsaharienne. L'Afrique remise sur de bons rails. Après une période difficile, dans le sillage du Covid-19 et du conflit en Ukraine, le continent semble avoir retrouvé la voie de l'activité économique, selon un récent rapport du Fonds monétaire international (FMI). L'Afrique devrait ainsi afficher une croissance de 3,8% en 2024, contre 3,2% d'ici fin 2023. La consommation devrait notamment augmenter

l'an prochain, de même que les investissements privés qui renforceront la croissance dans les trois quarts des pays du continent, selon le FMI. "Sur le continent africain dans son ensemble, de timides signes d'une reprise progressive de l'activité économique sont présents. Dans un petit nombre de grands pays africains, l'activité a été plus solide que prévu au premier semestre, grâce à une reprise continue dans le secteur des services, au regain du tourisme, à une augmentation plus forte qu'anticipé des envois de fonds des travailleurs migrants, à l'augmentation de la production agricole et à l'extraction des ressources",

explique ainsi l'institution. La dynamique est particulièrement positive en Afrique subsaharienne, où des pays "pauvres en ressources naturelles" ont réussi à diversifier leurs économies. Le Kenya, le Sénégal et surtout le Rwanda, dont la croissance affichera 7% en 2024, en sont de bons exemples. L'Afrique du Nord est en revanche plus en retrait. La croissance des pays non producteurs de ressources naturelles sera "relativement terne" en 2024, annonce le FMI. Freinée par le ralentissement égyptien, la région dans son ensemble affichera 3,5% de hausse du PIB l'an prochain. Autre bonne nouvelle: alors que la

croissance s'accélère, l'inflation diminue. Après avoir culminé à 10% fin 2022, l'inflation annuelle médiane est retombée à près de 7% en juillet 2023 pour l'ensemble du continent. Tous les pays africains ne sont cependant pas logés à la même enseigne: un tiers d'entre eux continuent d'enregistrer une inflation à deux chiffres ou supérieure, souligne le FMI. Un récent rapport de la Banque centrale avait déjà mis en lumière les différences entre l'Afrique de l'Ouest, de l'Est et Centrale en matière de croissance. Les deux premières régions s'en sortent mieux que la dernière. Agence

SANTÉ

Les mécanismes liés aux réformes financières et de gestion applicables en janvier 2024

Le ministère de la Santé procédera à l'application des nouveaux mécanismes relatifs aux réformes financières et de gestion en janvier 2024, a indiqué, mercredi à Alger, le Directeur des Ressources financières au ministère, Mohamed Bourahla. Intervenant en marge d'une rencontre sur l'actualisation des règles de comptabilité générale et de gestion financière, organisée dans le cadre de l'application des nouvelles mesures organisationnelles liées aux budgets et aux opérations financières, M. Bourahla a assuré que le ministère de la Santé « entamera l'application de ces mécanismes à compter de janvier 2024 ». Cet événement constitue une occasion « pour les gestionnaires des établissements de santé de s'enquérir de ces mécanismes », a précisé M. Bourahla,

indiquant qu'il s'agira de « la mise en place d'un système informatique intégré, sous-tendant les départements de la Santé et des Finances, à même d'assurer le suivi de ces nouveaux mécanismes et revoir tout éventuel dysfonctionnement ». Selon le responsable, ces nouvelles procédures de gestion permettront de « garantir une indépendance et davantage d'efficacité dans la prise en charge des patients », ce qui permettra au ministère de la Santé de gérer de la meilleure façon qui soit les affectations financières de l'ordre de 773 milliards Da ». Afin d'assurer une application idoine des procédures en question, « une cellule sera mise en place au sein des Directions de la santé et de la population (DSP), tout en renforçant la formation des parties prenantes, en collaboration avec les trésoriers, pour offrir un ser-

vice public de meilleure qualité », a-t-il soutenu. De son côté, la Directrice de la Formation à la tutelle, Mme Linda Khoualed a annoncé le lancement de la saison académique 2023-2024 au sein des instituts nationaux de formation supérieure en paramédical et en sciences infirmières (INSFPM), faisant état de 15.000 inscrits, admis au concours d'accès à ces instituts, lesquels ont été orientés vers les différentes spécialités, selon le besoin. De surcroît, il existe 47 établissements de formation sous tutelle, dont 12 nouveaux établissements spécialisés en formation continue du personnel paramédical », a-t-elle poursuivi. Mme Khoualed a, par ailleurs, expliqué que la formation paramédicale « a connu un progrès considérable ces dernières années, à travers les réformes appliquées dans ce segment

d'activité, en offrant une formation supérieure diplômante ». La même responsable a également annoncé la tenue prochaine d'autres rencontres sur les lois relatives aux marchés publics, au règlement des conflits collectifs de travail, à l'exercice du droit de grève ainsi qu'à l'exercice du droit syndical, figurant « au cœur des réformes législatives et réglementaires initiées par l'Etat ». A l'instar des autres secteurs, « le département de la Santé a adhéré à la stratégie de réforme financière mise en place par l'Etat, par l'organisation d'une série de sessions de formation devant permettre aux cadres concernés de se familiariser avec les modes de gestion modernes et de développer leurs compétences techniques et légales », a-t-il conclu. Agence

PÉTROLE

Le Brent à plus de 87,5 dollars

Les cours du pétrole se stabilisaient mercredi matin où le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, enregistre une légère baisse de 0,08 % à 87,58 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en novembre, baissait de 0,14 % à 85,85 dollars. Les investisseurs sont restés remarquablement calmes » par rapport à la séance de lundi, où les prix du brut ont grimpé de plus de 5 %, remarquent des analystes.

Le WTI et le Brent ont tous deux reculé mardi, les craintes d'une perturbation soudaine et inattendue de l'offre ayant été balayées pour l'instant, tandis que les craintes de ralentissement de l'économie mondiale et donc de la demande d'or noir reprenaient le dessus, ont souligné des analystes.

De son côté, le cours du gaz européen a atteint mercredi son plus haut niveau en plus de six mois, poussé par de nombreuses perturbations de l'offre.

Le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait à 47,66 euros le mégawattheure (MWh), en repli de 2,9 %, peu après avoir touché 50 euros le MWh, son plus haut prix depuis début avril. Les prix du gaz européen ont augmenté de près de 25 % depuis la clôture de vendredi dernier, « en raison des menaces sur l'approvisionnement, de l'augmentation du risque géopolitique et d'un temps plus froid », expliquent les analystes.

ARRÊT DE L'INVESTISSEMENT DANS LE GAZ NATUREL

Les mises en garde du GECF

Le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) a mis en garde, au terme de sa 25e Réunion ministérielle, tenue mardi à Malabo (Guinée équatoriale), contre les appels "malavisés" à l'arrêt de l'investissement dans le gaz naturel, soulignant l'importance de cette ressource propre pour l'avenir du paysage énergétique.

Par R.E.

Le Forum a estimé que l'arrêt des investissements dans ce secteur entraînerait "une diminution de l'offre, une hausse excessive des prix et un retour potentiel au charbon, comme cela s'est produit en 2022, sapant les objectifs de réduction des émissions", selon le communiqué final de la réunion, qui a vu la participation du ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab.

Les participants à la réunion de Malabo ont mis en avant le rôle "essentiel" des investissements pour maintenir la stabilité des marchés du gaz naturel, soulignant "la nécessité de créer un environnement qui encourage un investissement sans restriction, tout en renforçant la coopération financière transcontinentale en la matière".

Le GECF a également plaidé pour un accès équitable à toutes les technologies liées à l'exploration, à l'extraction et à l'exploitation du gaz naturel.

En ce qui concerne les récents développements sur le marché gazier, la Réunion ministérielle a noté avec "satisfaction" la croissance constante de la demande sur le gaz naturel et l'augmentation du nombre de pays importateurs de gaz liquéfié.

Bien que les prix aient sensiblement baissé par rapport aux niveaux de l'été dernier, avec une diminution de la volatilité, les "marchés gaziers resteront, cependant, tendus si le prochain hiver



est plus froid que d'habitude dans l'hémisphère nord", indique le communiqué final. Les participants ont souligné qu'à moyen terme, la tension sur les marchés commencera à baisser après 2025 à la faveur du lancement de la majorité des nouveaux projets de gaz naturel liquéfié, notamment ceux des pays membres.

Le communiqué final a pris note de la version actualisée du rapport du GECF sur les prévisions mondiales du gaz à l'horizon 2050, prévoyant une augmentation constante de la consommation de l'énergie primaire au cours des trois prochaines décennies sous l'effet de l'augmentation de la population mondiale et du doublement de la taille de l'économie mondiale à l'horizon 2050. Selon ces prévisions, la consommation de gaz naturel augmentera de 36 % et la

contribution de cette ressource au mix énergétique mondial passera de 23 % actuellement à 26 % d'ici 2050.

Par ailleurs, les participants à la réunion se sont félicités des progrès enregistrés concernant le projet de l'Institut de recherches sur le gaz, à la faveur de la ratification de l'accord de siège le 29 juillet 2023 à Alger.

Ils se sont félicités également du progrès enregistré par l'Algérie dans les préparatifs en cours du 7e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz, prévu à Alger le 2 mars 2024.

La Réunion ministérielle enfin salué l'adhésion de la Mauritanie au Forum en tant que nouveau membre. La prochaine Réunion ministérielle aura lieu à Ispahan (Iran) au cours du dernier trimestre de 2024.

INTÉGRATION COMMERCIALE EN AFRIQUE

Le Fonds d'ajustement de la Zlecaf entame ses activités

Le fonds, qui devrait être doté de ressources initiales estimées entre 5 et 10 milliards de dollars, aura pour mission d'aider les pays et les entreprises privées à s'adapter au nouvel environnement commercial libéralisé établi en vertu de l'accord portant création de la Zlecaf.

Le Fonds d'ajustement de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) a entamé ses activités, avec la tenue de la première réunion de son conseil d'administration dans la capitale rwandaise, Kigali, le lundi 9 octobre.

Aujourd'hui, le Secrétariat de la ZLECAF entame une série de réunions institutionnelles à Kigali, au Rwanda, du 9 au 17 octobre 2023. Les travaux ont débuté par un atelier sur le Fonds d'ajustement de la ZLECAF.

« Les membres du conseil d'administration du Fonds d'ajustement de la Zlecaf ont discuté des questions clés qui serviront de base à l'opérationnalisation réussie de cet instrument qui

aidera les pays africains et le secteur privé à participer, de manière efficace, au nouvel environnement commercial créé dans le cadre de la Zlecaf », a précisé la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) dans un communiqué.

« Parmi ces questions figure la nomination du Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA) et de la plateforme d'investissement d'impact de la Banque africaine d'import-export, en tant que gestionnaires du Fonds d'ajustement », a-t-elle ajouté.

Afreximbank et le secrétariat de la Zlecaf avaient été mandatés — par le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) et le Conseil des ministres chargés du Commerce des pays africains signataires de l'accord de libre-échange — pour mettre en place ce Fonds d'ajustement, dont la mission consiste à soutenir les pays et les entreprises privées par le biais de financements et

d'une assistance technique, dans leur transition vers le nouveau régime commercial, et à atténuer tout impact négatif qui pourrait survenir au cours de ce processus.

« Cette première réunion du conseil d'administration du Fonds d'ajustement de la Zlecaf annonce une étape importante dans la mise en œuvre réussie de l'accord de libre-échange. En collaboration avec notre partenaire stratégique Afreximbank, nous nous engageons à fournir le soutien nécessaire aux Etats parties et aux entités privées par l'intermédiaire du Fonds d'ajustement. Le conseil d'administration du Fonds, composé d'experts et de dirigeants du continent, prendra les mesures nécessaires pour garantir le respect de toutes les règles et réglementations », a précisé le secrétaire général de la Zlecaf, Wamkele Mene, cité dans le communiqué d'Afreximbank.

Le Fonds d'ajustement de la Zlecaf est composé d'un fonds de base, d'un

fonds général et d'un fonds de crédit. Le Fonds de base sera constitué de contributions des Etats parties, de subventions et d'un fonds d'assistance technique pour faire face aux pertes de recettes tarifaires pouvant résulter de l'élimination des droits de douane. Il aidera également les pays à mettre en œuvre diverses dispositions de l'accord de libre-échange, de ses protocoles et de ses annexes.

Le Fonds général et le Fonds de crédit mobiliseront respectivement des financements concessionnels et des financements commerciaux en vue d'aider les secteurs public et privé à tirer parti des opportunités créées par la Zlecaf et à s'adapter aux changements qui en résultent. Les ressources requises pour le Fonds d'ajustement de la Zlecaf au cours des 5 à 10 prochaines années sont estimées à 10 milliards de dollars.

UN COLLOQUE NATIONAL SERA ORGANISÉ DIMANCHE PROCHAIN À ORAN

La sécurité alimentaire et l'économie de la connaissance au menu

La sécurité alimentaire et l'économie de la connaissance sont le thème d'un colloque national, qui se tiendra, dimanche prochain à l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed", indiquent des organisateurs.

Synthèse S R.

Cette rencontre, organisée par la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et de Gestion, avec la coopération des "laboratoires de recherche en ingénierie du développement durable" et "responsabilité et inclusion sociale", entre dans le cadre du projet de recherche de formation sur l'entrepreneuriat innovant dans le secteur de l'industrie alimentaire, a déclaré à l'APS la responsable de cet événement académique, Kheira Arbaoui. Au cours de ce colloque, qui verra la participation de 15 professeurs et chercheurs, la problématique de la sécurité alimentaire et les mécanismes de l'économie de la connaissance seront mis en relief sous l'angle de la rationalisation, de la rationalité et de la durabilité. La rencontre constituera aussi une opportunité pour les participants, où les points de vue se rencontrent, les visions s'échangent et les connaissances et expériences sont partagées, selon la même source. Dans cette optique, le débat s'articulera autour de six axes principaux : "la sécurité alimentaire et l'enjeu de la souveraineté alimentaire", "la sécurité énergétique et l'enjeu de la sécurité alimentaire", "le climat agricole et l'enjeu d'adaptation agricole", "l'agriculture



intelligente et l'enjeu de la sécurité alimentaire", "l'approche de l'économie de la connaissance et durabilité de la sécurité alimentaire", selon le communiqué des organisateurs sur cette rencontre. Des partenaires socio-économiques seront associés dans le comité scientifique et d'organisation de cette rencontre, dont le bureau d'études des éner-

gies renouvelables, la caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), la bourse de sous-traitance, la Fédération algérienne des consommateurs, entre autres, afin de concrétiser la démarche du ministère de l'Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique visant à renforcer la relation de l'université avec son environnement social et économique.

SALON "ALGER INDUSTRIES"

Exposition d'un système innovant pour l'exploration des foggaras

Un système innovant mobile dédié à l'exploration des foggaras, développé par une équipe d'étudiants de l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB), a été exposé au 15e Salon professionnel international de l'industrie, "Alger Industries", qui se déroule

du 9 au 12 octobre à la Safex (Pins maritimes). Cette innovation, dont la demande de brevet d'invention a été déposée cette année par l'USTHB à l'Institut national de la propriété industrielle (INAPI), permet de cartographier des galeries souterraines inaccessibles pour l'homme, a indiqué l'université.

Ce système, qui permet "une meilleure exploration et entretien des foggaras", a été développé par des étudiants récemment diplômés, a-t-il relevé, soulignant que l'USTHB "encourage la valorisation des projets pour les traduire en valeurs économiques pouvant contribuer au développement durable du

pays". Le 15e Salon "Alger-Industries" a été ouverte lundi au Palais des expositions avec la participation de plus de 75 exposants publics et privés, dont 10 entreprises étrangères. Organisé par la société "Batimatec Expo", sous le haut patronage du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceu-

tique, cette manifestation regroupe des opérateurs de différentes filières industrielles telles que la sidérurgie, la mécanique, les engins de production et les matériaux de construction, en sus de la participation de plusieurs banques et établissements financiers.

R E.

ZONES ENCLAVÉES/DOTATION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES EN CITERNES DE GAZ PROPANE

Lancement d'un programme national par Naftal

Le Président Directeur Général de Naftal, Abdelkader Chafi, a annoncé depuis Jijel le lancement par sa société de la mise en œuvre d'un programme national visant à doter tous les établissements scolaires des zones enclavées en citernes de gaz propane. Dans une déclaration à la presse au centre d'enfûtage de bouteilles de gaz butane à Ouled Salah dans la commune de Taher, le même responsable a

déclaré qu'en application des directives des autorités supérieures du pays, la société Naftal a entamé "la mise en œuvre du programme global d'approvisionnement en gaz propane de l'ensemble des établissements scolaires des zones enclavées en les dotant de citernes adaptées". L'objectif de l'opération est d'assurer aux élèves des zones enclavées et des Hauts plateaux à l'écart des réseaux de gaz naturel et connues pour

leur froid des conditions convenables de scolarité, dont le chauffage, a-t-il ajouté. Dans le même contexte, le même cadre a précisé que pour garantir un approvisionnement régulier des citoyens en bouteilles de gaz en périodes d'intempéries, il a été convenu en coordination avec les présidents des APC des communes concernées pour prévoir des aires de stockage et constituer des "stocks de sécurité" au niveau de chaque

commune de sorte à approvisionner les citoyens en cas de besoin. Accompagné du wali Ahmed Meguelati, M. Abdelkader Chafi a procédé à la mise en service d'une station d'approvisionnement en kérosène des avions au niveau de l'aéroport Ferhat Abbas d'une capacité de 100.000 litres, affirmant à l'occasion que cette station est en l'état actuel capable de satisfaire la demande et que Naftal est disposée à assurer à

l'avenir l'extension en cas d'accroissement de la demande. Au centre d'enfûtage de bouteilles de gaz butane à Ouled Salah dans la commune de Taher, le même responsable s'est enquis des capacités du centre à approvisionner la wilaya de Jijel et a inspecté au port de Djendjen deux terrains proposés pour accueillir une station géante des services énergétiques et de stockage de carburant pour des navires.

R E.

AVANT-PROJET DE LOI DE FINANCES 2024

Nouvelles mesures pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé, mardi à Alger, que l'avant-projet de loi de finances pour l'exercice 2024 comptait plusieurs mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens. Dans une déclaration à la presse, en marge d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée à la présentation et au débat de la Déclaration de politique générale du gouvernement, M. Faïd a fait état de "mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens dans l'avant-projet de loi de finances pour l'exercice 2024, qui sera examiné en Conseil des ministres, dimanche prochain".

Selon le ministre, le texte comprendra également d'autres mesures pour le financement des projets publics d'investissement. Interrogé sur le montant considérable du budget dans la loi de finances rectificative pour l'exercice 2023, M. Faïd a déclaré que "ce budget est le plus important dans l'histoire du pays et nous en sommes fiers, sachant qu'une grande partie est consacrée à l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens, tandis qu'une autre partie est dédiée au financement des projets d'investissement".

Répondant à une question sur les bureaux de change, le ministre a fait état d'un système au niveau de la Banque d'Algérie qui sera mis en œuvre "dans les prochaines semaines".

Concernant la date de l'entrée en service des succursales de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) en Côte d'Ivoire et en France, le ministre a affirmé que cela interviendra "avant la fin de l'année en cours".

FÊTE DE LA FIGUE DE BÉNI-MAOUCHE

120 exposants attendus

Plus de 120 exposants sont attendus jeudi à Beni-Maouche (wilaya de Bejaia) pour animer la 20e édition de la fête de la figue, inscrite sous le signe de « l'amélioration de la qualité et de la quantité du fruit », a-t-on appris, mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). L'événement dédié à ce fruit qui a obtenu en 2016 le label Indication géographique (IG), se tiendra du 12 au 16 du mois courant. Il est organisé par l'association des figiculteurs de la commune de Béni Maouche et sera abrité par le complexe sportif de proximité (CSP) Cherif Hamia, selon la DSA. Cette année encore, la production de ce fruit est « en recul sensible » du fait des aléas climatiques, marqués par une sécheresse qui perdure ces dernières années et une salinité de plus en plus forte des sols, et auxquels s'est adjoint l'apparition d'une « étrange maladie non encore identifiée », a indiqué la même source.

« La conjonction des trois facteurs a émoussé les vergers et terni leurs rendements », a expliqué le chef de service production, à la DSA, Khaled Laid. Outre ces trois facteurs, ce responsable a évoqué, l'effet des incendies, quasiment récurrents ces derniers étés, et par ricochet le rétrécissement des superficies en production. A cela s'ajoute le vieillissement des vergers. Si bien que le produit frais ou séché s'est raréfié et renchérit à un niveau qui donne le tournis. A titre d'exemple, le kilogramme de figue fraîche s'est négocié, cet été, jusqu'à 700 DA le kilo et celui du fruit séché à 2.500 DA/kg.

Durant la campagne agricole actuelle (2022-2023), et selon un bilan arrêté au 10 octobre courant, la production globale de figues (fraîches et sèches) dans la wilaya, a été estimée à 44.463 qx contre 72.000 qx à la même période de la saison dernière a indiqué M. Laid. Cette fête constitue une opportunité pour les professionnels de la filière de se concerter et de plancher collectivement sur les solutions à préconiser pour se sortir de cette situation. L'événement, en plus des échanges directs entre eux, est soutenu par l'organisation de plusieurs conférences techniques, animées par des experts, en vue de baliser les contours d'une nouvelle stratégie à mettre en place pour relancer la filière.

JIJEL

Augmentation significative des superficies dédiées aux cultures stratégiques

Les superficies vouées aux cultures stratégiques ont connu, entre 2020 et 2023 dans la wilaya de Jijel, une augmentation significative avec pour objectifs de répondre à la demande locale et de contribuer à la sécurité alimentaire nationale, a indiqué, mardi, le président de la Chambre de l'agriculture, Toufik Baka.

Le même responsable a souligné à cet égard, dans une déclaration à l'APS, que les efforts déployés par les agriculteurs, soutenus par facilités accordées par l'Etat, ont contribué de manière notable à l'extension des surfaces agricoles, notamment celles dédiées à la céréaliculture qui se sont accrues de 50%. M. Baka a précisé que la wilaya de Jijel, "malgré le manque de terres agricoles, la forêt représentant plus de 80% de sa surface totale, les superficies vouées à la céréaliculture, par exemple, sont passées de 700 hectares en 2020 à 1.500 hectares". Il en est de même, selon lui, pour l'arboriculture fruitière, à l'exemple des oliveraies, dont la superficie est passée, durant la même période, de 18.000 à 21.000 hectares et "continue d'augmenter". M. Baka a mis en exergue les mesures prises le 1er octobre dernier, par le président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur des agriculteurs, en particulier les céréaliculteurs, touchés par le stress hydrique, et qui ont été indemnisés et ont bénéficié de la gratuité des semences et des engrais, du report du paiement de leurs dettes par rapport à la concession des terres et du différé sur trois ans du remboursement du crédit "Rfig". La même source a ajouté que les mesures du président de la République en faveur des agriculteurs touchés par le manque d'eau "leur permettront de poursuivre leurs efforts, voire de les multiplier, car ils sont pleinement conscients du soutien qui leur est apporté par l'Etat dans un contexte de fluctuations économiques vécues dans le monde". Pour sa part, le Pr Tayeb Idaoui, de l'université de Jijel, a souligné que les différents indicateurs enregistrés sur le terrain "prédisent une renaissance sans précédent du secteur agricole en Algérie, au vu du soutien de

l'Etat aux agriculteurs, ces dernières années, à l'image de l'augmentation du prix d'achat des céréales auprès des agriculteurs, l'augmentation de la prime de collecte pour les légumes secs et la limitation de l'importation désordonnée de ces produits afin de protéger le produit national". Le Pr Idaoui a aussi rappelé, dans le même contexte, l'autorisation d'importer du matériel agricole usagé et rénové pour favoriser la mécanisation et augmenter les rendements. Sans parler, a-t-il encore ajouté, de l'augmentation du taux des subventions aux engrais à 50 pour cent au lieu de 20 pour cent, à l'effet de permettre aux agriculteurs de pratiquer sereinement leurs activités et d'augmenter leurs productions, voire d'envisager des exportations. En plus de ces efforts, plus de 300 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique, sur 549 dossiers déposés à cet effet, selon la direction des services agricoles dont les res-

pensables ont confirmé que l'opération d'électrification se poursuivra jusqu'à ce qu'elle englobe toutes les exploitations qui remplissent les conditions requises. Bouzid Achour, un jeune agriculteur gérant d'une ferme pilote dans la région de Tassoust, qui combine la culture des fruits (bananes) et légumes avec l'aquaculture, a déclaré que le soutien apporté par l'Etat aux agriculteurs, comme les raccordements électriques, "bénéficiera inévitablement à l'économie nationale en assurant la disponibilité de divers produits agricoles aux citoyens, aussi bien en termes de quantité que de qualité". Ce jeune agriculteur a également souligné que l'introduction de technologies modernes dans l'agriculture, à travers "le mariage de l'aquaculture avec l'irrigation des produits agricoles à partir de l'eau des bassins d'élevage a contribué à augmenter la production et à améliorer la qualité".

GUELMA

Entrée "prochaine" en activités de 21 projets d'investissement (directeur local)

Vingt-un (21) projets d'investissement entreront en activité "prochaine" dans la wilaya de Guelma, a-t-on appris lundi du directeur local de l'industrie, Moufdi Bekasse. Ces projets d'investisseurs privés appelés à générer plus de 3.000 postes d'emploi démarrent durant la période allant "de la fin de l'année en cours au premier trimestre 2024", a-t-il précisé à l'APS.

Répartis sur plusieurs régions de la wilaya, ces projets concernent les secteurs de l'industrie, du tourisme, du commerce et des services et viendront appuyer la dynamique économique observée dans la wilaya ces dernières années, a déclaré le même responsable. Vingt-huit (28) projets d'investissement sont entrés en activité dernièrement à Guelma générant 1.339 emplois dans les secteurs de

l'industrie, l'agriculture et les services, selon la même source. La wilaya de Guelma compte deux zones industrielles à Dhraa Lahrach (chef-lieu de wilaya) s'étendant sur 45 hectares et accueillant 70 unités dont la majorité active et à H'djar Merkeb dans la commune d'Ain Reggada non encore exploitée en plus de zones des activités dans 10 communes de la wilaya, a-t-on ajouté.

MASCARA

Achèvement des travaux d'aménagement de cinq résidences universitaires (directeur)

Les travaux d'aménagement de cinq résidences universitaires de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara ont été achevés, récemment, a-t-on appris, lundi, du directeur des œuvres universitaires de la wilaya. Thaïb Dahmane a indiqué à l'APS que cette opération, ayant ciblé cinq résidences universitaires d'une capacité de plus de 9.000 lits, comporte la réfection des murs et divers réseaux (électricité, eau et gaz) et des travaux d'étanchéités et de maintenance des espaces verts, en plus de la réhabilitation des stades de sports de proximité dont elles disposent. Cette opération, qui entre dans le cadre du programme tracé par l'Office national des œuvres universitaires, comprend également la mise à niveau des résidences universitaires, sa numérisation et le renouvellement

des équipements qu'elles abritent, concernant la restauration et l'hébergement (chambre des étudiants) et les salles de soins, selon la même source. Dans le cadre du même programme, le même responsable a indiqué que le secteur des œuvres universitaires de la wilaya a bénéficié d'appareils numériques permettant la numérisation des services d'hébergement, de restauration et du transport au niveau de toutes les résidences universitaires, au nombre de sept. Il a ajouté que cette opération comporte l'approvisionnement des résidences et ses restaurants, la reconnaissance faciale et l'identification électronique, ainsi que d'autres appareils numériques qui fonctionnent avec le système d'empreinte digitale. Pour ce qui est du transport universitaire, M. Thaïb a expliqué que ce service a connu,

depuis le début de la saison universitaire en cours, le lancement de l'application électronique, qui permet une meilleure prise en charge et une meilleure organisation. Sur un autre chapitre, la même source a révélé que le parc de la direction des œuvres universitaires de la wilaya a bénéficié, récemment, de quatre bus pour le transport des étudiants résidents dans les cités universitaires. Cette opération a permis d'augmenter à 52 le nombre de bus, ce qui permet de couvrir le service des transports universitaires des lignes urbaines et suburbaines au niveau de la wilaya. Pour rappel, la direction des œuvres universitaires de la wilaya dispose de sept résidences universitaires d'une capacité d'accueil globale de 12.000 lits.

L'élargissement des BRICS n'est pas la fin de l'ordre mondial – ni la fin du monde

Suite et fin

Les réactions face à l'élargissement des BRICS ont été un vrai ping-pong, alternant entre rejet et alarmisme. Mais pour le moment, rien ne permet de craindre la fin de l'ordre mondial régi par les États-Unis – et nous n'avons par conséquent pas à redouter le nouvel ordre mondial multipolaire que les BRICS souhaitent instaurer.

Source : Jacobin, Branco Marcetic (*)

Avec plus de quarante nations qui auraient exprimé leur intérêt et plus de vingt qui ont officiellement posé leur candidature, cette explosion de curiosité à l'égard du groupe laisse à penser que le Sud ne considère pas tout cela comme un simple discours égoïste. Elle montre en outre le niveau de mécontentement à l'égard de ce qui, dans la pratique, est un ordre mondial souvent égoïste et versatile, dirigé par les États-Unis, et qui voit une petite poignée de pays riches et principalement occidentaux exercer une influence disproportionnée : un aspect que la déclaration du sommet a spécifiquement désigné comme devant être changé.

La crainte de voir apparaître une planète multipolaire

Par ailleurs, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi un certain nombre au moins de membres de l'establishment américain et européen pourraient prendre cela en considération, ou entendre les déclarations pompeuses des membres des BRICS sur la construction d'un ordre mondial multipolaire, et y voir une menace ; en particulier au vu des rôles joués par la Russie et la Chine. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi au moins un certain nombre de membres de l'establishment américain et européen pourraient entendre les déclarations pompeuses des membres des BRICS sur la construction d'un ordre mondial multipolaire, et y voir une menace. Faisant écho à de nombreux commentaires récents, un article du Financial Times a prévenu que les BRICS étaient en train de devenir « un fan club pour un prétendant à l'hégémonie », soulignant notamment les récentes entrées de pays « redevables à la Chine par le biais de dette ou d'investissement », comme l'Éthiopie et l'Égypte. Un autre article présente de manière inquiétante le « projet du gouvernement chinois pour un nouvel ordre mondial », qui reprend en grande partie la rhétorique des BRICS sur la réforme de l'ONU. Mais il s'agit là d'un alarmisme vain. En dépit des allusions à l'OTAN et à AUKUS, les BRICS ne constituent pas une alliance militaire, ni un quelconque bloc ou partenariat militaire, et il existe d'importantes divisions entre ses membres. Il est difficile d'imaginer par exemple, que l'Inde, qui a ses propres ambitions de grande puissance et qui est depuis longtemps en conflit avec Pékin, devienne un simple « vassal » de la Chine. Des divisions sont même apparues sur la question de l'élargissement à d'autres membres, le Brésil et l'Inde étant bien moins enthousiastes que d'autres à l'idée d'accueillir autant de pays qu'ils l'ont fait la semaine dernière. Si un monde multipolaire se profile réellement à l'horizon de la période turbulente et chaotique que nous vivons — un monde dans lequel, au lieu d'un État puissant dominant la planète sans contrôle, le pouvoir mondial serait réparti entre plusieurs États ou groupements différents qui s'équilibreraient ; ce n'est pas un jeu à somme nulle. La promesse d'un tel monde voudrait dire que les pays ne sont pas obligés de se ranger derrière un seul État puissant et de se retrouver à sa merci, surtout si cet État a tendance à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres ou bien à les instrumentaliser à son propre profit. D'autres choix leur sont offerts. Tout porte à croire que c'est ce qui se passe actuellement, car de nombreux membres des BRICS, nouveaux et anciens, ont un pied à la fois dans le partenariat lui-même mais aussi dans la tente dressée par les États-Unis. Lula et le Brésil entretiennent des relations chaleureuses avec l'administration de Joe Biden. L'Inde est l'un des quatre membres du Quad dirigé par les États-Unis et opposé à

la Chine [Ce groupe informel a pour but de contrer l'influence militaire de Pékin dans la région. Les pays du « Quad » sont les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie, NdT]. L'Égypte est l'un des principaux bénéficiaires de l'aide militaire et sécuritaire des États-Unis. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis bénéficient d'un niveau scandaleux de complaisance de la part des États-Unis, comme le montre leur soutien persistant à leur horrible guerre au Yémen.

La promesse d'un monde multipolaire signifie que les pays ne sont pas obligés de se ranger derrière un seul État puissant et de se retrouver à sa merci, surtout si cet État a tendance à s'immiscer dans les affaires intérieures des autres ou bien à les instrumentaliser à son propre profit.

En fait, ce type de monde et les efforts déployés pour le construire présentent des avantages considérables. Selon les informations recueillies lors du sommet, la Chine et l'Inde ont progressé dans la désescalade des tensions liées à leur différend frontalier, qui dure maintenant depuis trois ans. L'entrée tant de l'Iran mais aussi de l'Arabie saoudite indique que le rapprochement entre les deux pays, initié sous l'égide de la Chine, reste solide et même se renforce. En ce qui concerne l'Iran, son adhésion aux BRICS et la promesse de développement des accords commerciaux bilatéraux qui en découle constituent une bouée de sauvetage cruciale pour son peuple, qui souffre atrocement de sanctions américaines tout à fait injustifiées.

Et si, comme le souligne le Financial Times, un des effets secondaires de l'objectif des BRICS consistant à rendre les Nations unies plus démocratiques et plus représentatives du monde en développement se traduit par un renforcement de la position de la Chine, ce n'est pas une raison suffisante pour s'opposer à cette évolution. La démocratie et le multilatéralisme ont du bon, et l'ONU devrait être réformée : comme l'a clairement montré l'invasion de l'Ukraine par Moscou — nombre de gens ont, à juste titre, exprimé leur indignation de constater que le droit de veto permanent de la Russie au Conseil de sécurité empêchait l'ONU d'exiger le retrait des forces de celle-ci ou de condamner ses annexions illégales — cette organisation est antidémocratique et absurdement organisée dans le seul but de servir les intérêts d'un petit nombre de pays riches. S'opposer à un tel changement parce qu'il pourrait être bénéfique pour la Chine aurait aussi peu de sens que de s'opposer à la transition pour sortir des combustibles fossiles sous prétexte que cela pourrait présenter des avantages géopolitiques pour les États-Unis.

Les inconvénients ne manquent pas non plus. Si, par exemple, la Chine et les États-Unis doivent entrer en concurrence pour courtoiser un État comme l'Arabie saoudite, il est peu probable que cet État subisse des pressions en raison de son bilan atroce en matière de droits humains et de son bellicisme. Mais c'est déjà le cas dans l'ordre mondial actuel.

Toutefois, peut-être le principal défaut serait-il de ne pas changer grand-chose. Un ordre mondial multipolaire pourrait contribuer à limiter les pires abus de pouvoir unilatéral des États que nous avons connus dans le monde de l'après-guerre froide, mais en soi, il ne remettrait pas en cause la nature fondamentale du système économique mondial, qui repose sur l'exploitation, ni les relations de pouvoir inéquitables entre grands et petits États.

Alors que les graves mises en garde lancées après le sommet sur la nature autoritaire et antidémocratique des pays BRICS peuvent être un peu difficiles à prendre au sérieux — à l'exception de la Russie et de la Chine, tous les États membres sont des pays avec lesquels Washington s'est efforcé d'entretenir de bonnes relations, souvent en fermant les yeux sur leur mauvaise réputation — il est vrai que pratiquement tous ces pays

souffrent de diverses crises et connaissent une montée des nationalismes autoritaires, tout en ayant leurs propres aspirations à devenir de grandes puissances. Bien que cela ne les rende pas si différents de ceux qui sont au sommet de la hiérarchie mondiale aujourd'hui, cela signifie qu'un monde multipolaire ne sera pas en soi une panacée quant aux nombreux maux de notre ordre mondial actuel, dont les inégalités rampantes, l'exploitation par les entreprises et la domination politique par les nantis. Ces questions exigeront une gauche mondiale, bien organisée et unie pour modifier radicalement l'équilibre des pouvoirs au sein des États, et pas seulement entre eux.

Pas de panique

Une décentralisation du pouvoir mondial en faveur des pays en développement serait encourageante, même si elle ne contribuerait qu'en partie à la création d'une planète vraiment plus équitable. Les BRICS et le monde qu'ils tentent de construire seraient une bien triste réussite si l'exploitation des pays du Sud par les grandes entreprises occidentales était simplement remplacée par l'exploitation de ces mêmes pays par les grandes entreprises russes et chinoises.

Et si un monde véritablement multipolaire devient réalité, on ne sait pas encore si les BRICS — avec leur structure floue, voire inexistante, les divisions entre leurs membres et leurs crises internes, sans oublier le mince fil conducteur qui les relie tous — seront ou non le vecteur qui permettra d'y parvenir. Mais un monde multipolaire n'est pas nécessairement un monde dominé par la Chine, pas plus qu'il ne doit être automatiquement redouté. Il pourrait même être bien préférable, en ce qu'il permettrait de mieux contrôler le recours unilatéral au pouvoir, de renforcer la voix de la grande majorité de la population mondiale en matière de politique internationale, et d'inciter les grandes puissances à mieux se comporter.

Les États-Unis sont concernés, qui pourraient enfin être libérés des coûts et du fardeau d'un aventurisme sans fin à l'étranger et de l'obsession monomaniaque de leur élite à rester le numéro un mondial. Ils pourraient plutôt réorienter leurs ressources et leur énergie vers la résolution de la myriade de crises intérieures dont les Américains ordinaires font les frais depuis des années. Par chance, ce serait également le moyen le plus sûr pour qu'ils préservent leur propre stabilité, leur progrès économique et leur statut de leader mondial, et ainsi, le moment venu, de s'assurer qu'ils pourront réellement faire contrepoids face à leurs rivaux au sein d'un ordre mondial multipolaire.

Mais ce n'est pas en multipliant les manœuvres de domination militaire et économique que l'on y parviendra. Jusqu'à présent, celles-ci n'ont fait que dresser la majeure partie du monde contre l'ordre international actuel, ont contribué à attiser les nationalismes étrangers et ont en partie alimenté l'instabilité intérieure aux États-Unis. L'Amérique ne pourra servir de contrepoids que si ses citoyens adoptent le type d'organisation de gauche requis pour transformer l'économie politique américaine, à savoir passer d'une économie qui siphonne la richesse collective du pays au profit d'un petit nombre de puissants, au mépris de la colère populaire, à une économie qui œuvre pour la prospérité partagée de l'ensemble de la population. Le choix appartient autant à l'Amérique qu'aux États qu'elle considère comme ses rivaux.

(*)Un des rédacteurs de Jacobin, il est aussi l'auteur de *Yesterday's Man : The Case Against Joe Biden (L'homme du passé, le dossier contre Joe Biden, NdT°*

QATAR

**Accord
d'approvisionnement
de gaz
sur 27 ans avec
TotalEnergies**

Le Qatar et la compagnie française TotalEnergies ont signé deux accords d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) d'une durée de 27 ans, a annoncé mercredi Qatar Energy. «Des filiales de QatarEnergy et de TotalEnergies ont signé deux accords de vente et d'achat pour fournir jusqu'à 3,5 millions de tonnes par an GNL du Qatar à la France», a affirmé le géant gazier de l'émirat du Golfe dans un communiqué, en précisant que les livraisons débuteront en 2026 pour une durée de 27 ans.

ARABIE SAOUDITE

Amazon épinglé par Amnesty pour les conditions de travail dans ses entrepôts

« Des travailleurs contractuels », manipulés par des agents de recrutement, ont été « privés de leurs revenus, hébergés dans des conditions épouvantables et empêchés de trouver un autre emploi ou de quitter le pays », assure dans un rapport l'organisation de défense des droits humains.

Les conditions de travail dans les entrepôts logistiques d'Amazon sont, à nouveau, pointées du doigt, mais, cette fois-ci, ce n'est pas aux Etats-Unis ou en Europe. Amnesty International dénonce ce mardi 10 octobre le traitement « abominable » de travailleurs migrants dans les entrepôts du géant américain, en Arabie saoudite. « Des travailleurs contractuels » manipulés par des agents de recrutement, ont été « privés de leurs revenus, hébergés dans des conditions épouvantables et empêchés de trouver un autre emploi ou de quitter le pays », assure dans un rapport l'organisation de défense des droits humains. Ils « pensaient saisir une opportunité en or avec Amazon, mais ils ont fini par subir des abus qui ont traumatisé beaucoup d'entre eux », affirme le responsable d'Amnesty, Steve Cockburn, en affirmant que certains cas pourraient « s'apparenter à de la traite d'êtres humains ». Dans les faits, le

rapport s'appuie sur les témoignages de 22 Népalais qui ont travaillé dans des entrepôts d'Amazon dans le royaume du Golfe, entre 2021 et 2023.

Le système de « kafala » saoudien pointé du doigt Amnesty soupçonne que « des centaines d'autres aient enduré un traitement tout aussi épouvantable ». Pour l'organisation, les travailleurs croyaient être embauchés directement par l'entreprise américaine et avaient contracté des prêts importants pour payer les frais de recrutement. À leur arrivée en Arabie saoudite, ils ont trouvé un logement « sale et surpeuplé, parfois infesté de punaises de lit », et des conditions de travail « épuisantes » sous surveillance constante sans temps de repos suffisants, jusqu'à provoquer des blessures, affirme Amnesty. Pire, le système de « kafala » imposé aux travailleurs étrangers dans le

royaume saoudien ne leur permet pas de changer d'emploi sans l'accord de leur employeur, et limite leur capacité à quitter librement le pays, insiste Amnesty. En réaction, le vice-président des opérations mondiales d'Amazon, John Felton, a dit être « profondément préoccupé » par le fait que certains travailleurs contractuels en Arabie saoudite n'aient « pas été traités selon les normes que nous avons fixées, et la dignité et le respect qu'ils méritent ». L'entreprise dit travailler avec son « fournisseur tiers » pour améliorer les conditions de logement et rembourser « les salaires impayés ou les frais de recrutement payés par les travailleurs ».

Pas de réaction des autorités saoudiennes Amnesty a également exhorté les autorités saoudiennes à enquêter sur les abus et à améliorer les conditions des travailleurs étrangers. De son côté, le gouvernement saoudien n'a pas pas réagi.

Amazon est régulièrement épinglé pour sa politique sociale. Dans la dernière édition publiée l'été dernier de son Indice des droits dans le monde, la Confédération syndicale internationale (CSI) a dénoncé plusieurs grandes entreprises (ou leurs branches locales) « qui ont violé les droits des travailleurs, sont liés à une violation de ces droits ou ne se sont pas servies de leur influence pour y remédier », parmi lesquelles figurent Amazon aux côtés d'autres multinationales, comme Apple, Deliveroo, Ikea ou Ryanair. Après avoir embauché à tour de bras pendant la pandémie pour répondre à l'explosion de la demande, doublant ainsi son personnel mondial entre début 2020 et début 2022, Amazon n'avait pas hésité à lancer un plan de licenciements de 18.000 personnes dans le monde début 2023, après des résultats financiers jugés décevants.

LIBYE

La NOC appelle AGOCO à rehausser sa production pétrolière

Fin août, la NOC a révélé des perspectives de hausse de la production pétrolière pour la zone d'exploitation 47, opérée par la Nafusah Oil Operations Company. Celle-ci étant comme l'Arabian Gulf Oil Company (AGOCO), l'une de ses filiales. L'Arabian Gulf Oil Company (AGOCO), une des filiales de la société publique (NOC),

produit actuellement 280 000 b/j d'or noir en moyenne. Un niveau jugé insuffisant par Farhat Bengdara, le patron de l'entreprise d'État qui, lors d'une réunion tenue dimanche 8 octobre, a appelé AGOCO à faire mieux. Au cours de cette rencontre, le responsable de la NOC a aussi appelé Mohammed Bin Shatwan, le président du comité de gestion d'AGOCO, à améliorer

les conditions de travail du personnel de la compagnie. Un choix jugé essentiel pour l'augmentation des performances opérationnelles de la société et à terme, l'amélioration de la productivité des sites qu'elle opère. Ceci passe par la relance de certains projets pétroliers suspendus pour des raisons financières et logistiques. Des difficultés identifiées parmi

les principaux obstacles qui empêchent les employés d'AGOCO d'atteindre certains des objectifs de la compagnie. Depuis plusieurs mois, les autorités libyennes se sont engagées dans un vaste plan d'augmentation de la production pétrolière de la Libye. Elles ont à cet effet relancé les activités de plusieurs sites pétroliers, hors services jusqu'alors.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La Tunisie veut renforcer sa coopération avec le Japon

La Tunisie mise sur la coopération pour accélérer la réalisation de son programme de transformation numérique. Cette année, le pays a déjà signé des protocoles d'accords de coopération avec les Etats-Unis, la Chine, l'Italie... La Tunisie et le Japon souhaitent renforcer leur coopération bilatérale dans le domaine de la transformation numérique. A cet effet, Nizar Ben Neji (photo, à gauche), ministre tunisien des Technologies de la communication, et Taro Kono (photo, à droite), ministre japonais de la Transition numérique, ont signé un protocole d'accord, le mardi 10 octobre. Le protocole d'accord a été signé en marge de la visite qu'effectue actuellement M. Ben Neji au Japon. Il porte notamment sur le gouvernement, la transition numérique, le partage d'expérience, l'analyse de données, le paiement électronique, l'identité numérique, le cloud, les solutions d'intelligence artificielle... La signature de ce protocole d'accord s'inscrit dans le cadre des actions engagées

par le gouvernement tunisien en faveur de la transformation numérique. Plus tôt cette année, la Tunisie a signé des protocoles d'accord similaire avec les Etats-Unis d'Amérique et la Chine. Le pays a également signé un accord avec l'Italie pour mettre en place des liens de coopération bilatérale dans le domaine de la cybersécurité et des services de confiance numérique. « Ce mémorandum est également une traduction de l'engagement des deux pays à renforcer et ouvrir les horizons de coopération entre la Tunisie et le Japon pour bénéficier des meilleures pratiques mondiales et des opportunités disponibles dans les domaines de la transformation numérique et des technologies modernes pour développer les services gouvernementaux à destination des citoyens et des institutions, promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat, et soutenir les objectifs de développement durable », a déclaré le ministère tunisien des Technologies de la communication dans un communiqué.

EN AFRIQUE

La demande de gaz s'accélère : +4% par an jusqu'en 2026

Ces 10 dernières années, 40% des nouveaux gisements de gaz dans le monde ont été découverts en Afrique. La production gazière du continent devrait augmenter de 10% d'ici 2026.

Un espoir pour les 600 millions d'Africains qui n'ont toujours pas accès à l'électricité. La production de gaz naturel devrait augmenter de 10 % en Afrique d'ici 2026 pour s'établir à 271 milliards de mètres cubes à cet horizon contre 246 milliards de mètres cubes en 2022, selon un rapport publié le 10 octobre par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Intitulé « Medium-Term Gas Report 2023 », le rapport précise que cette hausse découlera essentiellement de l'augmentation prévue des volumes de gaz extraits en Algérie, au Congo, en Egypte, au Sénégal, en Mauritanie, au Mozambique et au Nigeria. Entre 2022 et 2026, l'Afrique devrait ainsi enregistrer la deuxième plus forte hausse de la production de ce combustible fossile à l'échelle mondiale, après le Moyen-Orient (+15%). Sur cette même période, la production devrait connaître des hausses modestes, voire reculer dans d'autres régions du monde comme l'Amérique du Nord (+1,8%), l'Eurasie (+2,7%), et l'Europe (-7%). En 2022, les pays africains ont

représenté environ 6 % de la production mondiale de gaz naturel, une proportion qui a doublé depuis l'an 2000 et quasiment triplé depuis 1990. Les principaux pays producteurs sont l'Algérie, l'Egypte et le Nigeria, qui représentent ensemble plus de 80 % de la production du continent. Durant l'année écoulée, environ 36% du gaz naturel produit sur le continent a été exporté via des gazoducs ou sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL). Les principales destinations à l'export sont l'Europe, qui absorbe près des deux tiers des volumes exportés par les pays africains, et l'Asie. Le rapport souligne d'autre part que l'Afrique concentre près de 40 % des nouvelles découvertes de gaz naturel réalisées à l'échelle mondiale au cours de la dernière décennie. Ces découvertes ont principalement eu lieu au Mozambique, en Mauritanie, au Sénégal et en Tanzanie.

Accélération du rythme de la demande
Les troubles politiques et sécuritaires ont cependant empêché le développement d'une partie de ces découvertes majeures. A titre d'exemple, le projet LNG

Mozambique devait initialement livrer sa première cargaison de GNL en 2024, avec une capacité de production allant jusqu'à 60 milliards de m3 par an. Mais ce projet piloté par le groupe français TotalEnergies a été suspendu jusqu'à nouvel ordre, en raison d'une insurrection islamiste dans la province mozambicaine du Cabo Delgado. Les compagnies qui développent ce projet s'attendent désormais à ce que la production de GNL commence en 2028 dans le meilleur des cas. Quoi qu'il en soit, les pays producteurs tablent sur les récentes découvertes de gaz pour répondre aux besoins énergétiques croissants du continent à moyen terme. Tirée par la forte croissance économique et l'augmentation rapide de la population, le rythme de croissance de la demande de gaz en Afrique devrait passer de 3 % en moyenne par an entre 2017 et 2021 à environ 4 % par an entre 2022 et 2026. La consommation des centrales électriques devrait représenter près de 70 % de la demande supplémentaire de gaz sur le continent. Bien qu'il détienne plus de 9 % des réserves mondiales prouvées

de gaz naturel, l'Afrique reste la région du monde la plus frappée par la pauvreté énergétique, avec près de 600 millions de personnes qui n'ont pas encore accès à l'électricité. L'AIE révèle par ailleurs que la demande mondiale de gaz devrait augmenter de 1,6 % en moyenne par an d'ici 2026, soit plus lentement que la hausse annuelle moyenne de 2,5 % enregistrée entre 2017 et 2021. Ce ralentissement s'explique essentiellement par le fait que la demande globale de gaz des marchés matures de la région Asie-Pacifique, de l'Europe et de l'Amérique du Nord a atteint son maximum en 2021, et devrait diminuer de 1 % par an jusqu'en 2026. La course aux énergies renouvelables, qui s'est accélérée depuis le début du conflit russo-ukrainien, et l'amélioration de l'efficacité énergétique figurent parmi les principaux facteurs à l'origine de la tendance à la baisse de la consommation du gaz naturel sur ces marchés. D'ici 2026, la croissance de la demande sera principalement concentrée sur les marchés émergents d'Asie, ainsi que les pays riches en gaz au Moyen-Orient et en Afrique.

KENYA

Une commission d'enquête parlementaire presse le gouvernement de mettre fin au projet de cryptomonnaie Worldcoin

Le projet, qui repose sur une cryptomonnaie et un système d'identification par l'intermédiaire d'un scan de l'iris, suscite les craintes liées à la protection des données personnelles dans plusieurs pays occidentaux, où des enquêtes ont été ouvertes sur la légalité de la collecte des données biométriques. Une commission d'enquête parlementaire kényane a recommandé au gouvernement de mettre fin au projet de cryptomonnaie très controversé Worldcoin, qui avait été lancé fin juillet dernier dans le pays par Sam Altman, le patron de la start-up d'intelligence artificielle OpenAI. Le ministère kényan de l'Intérieur avait annoncé, début août, la suspension de ce projet qui repose sur une plateforme d'identité numérique et une cryptomon-

naie dotée d'un système d'identification à partir de l'iris humain. Concrètement, la plateforme demande aux utilisateurs de se soumettre à un scan de leur iris par « un orbe » sphérique et brillant, un appareil biométrique développé par Worldcoin, en échange d'une carte d'identité numérique et, dans certains pays, de cryptomonnaies gratuites, dans le cadre de la création d'un nouveau « réseau d'identité et financier ». Le projet Worldcoin avait été lancé le 24 juillet dernier par Tools for Humanity, une société cofondée par Sam Altman, dans une vingtaine de pays, dont le Kenya. Malgré sa suspension pour « des raisons de sécurité », ce projet a toujours une présence virtuelle au Kenya et il est possible d'y accéder par le biais d'internet. « L'Autorité de régulation des communi-

cations du Kenya devrait désactiver les plateformes virtuelles de Tools for Humanity Corp et de Tools for Humanity GmbH Germany (Worldcoin), y compris en mettant sur une liste noire les adresses IP des sites web concernés », a souligné la commission d'enquête composée de 18 députés, dans un rapport rendu public le 2 octobre. La commission a également pressé le gouvernement de « suspendre la présence physique de ces deux entreprises au Kenya jusqu'à ce qu'il y ait un cadre juridique pour la réglementation des crypto-actifs et des fournisseurs de services virtuels », indiquant que « Worldcoin pourrait avoir déjà scanné des iris de mineurs, car il n'y avait pas de mécanisme de vérification de l'âge sur la plateforme ». Selon Sam Altman, le but du projet Worldcoin est de permettre à « tous les humains de payer par données biométriques en scannant leurs iris » et de « distinguer les êtres humains de l'intelligence artificielle en ligne ». Outre le Kenya, ce projet suscite les craintes des autorités de protection des données personnelles en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, où des enquêtes ont été déjà ouvertes sur la légalité de la collecte des données biométriques et les conditions de leur stockage.

CONGO

PetroNor signale une hausse de sa production pétrolière au trimestre 2023

La société pétrolière norvégienne PetroNor a annoncé, mardi 10 octobre, une hausse substantielle de sa production pétrolière au Congo. L'entreprise a produit 5 118 b/j d'or noir au terme du troisième trimestre 2023, pour une production qui, depuis le début de l'année, oscille autour 5 119 b/j, en moyenne. Ce plateau est supérieur, en glissement annuel, aux 4 130 b/j réalisés au troisième trimestre 2022. Cette hausse est le fruit du forage, sur le champ offshore Tchibeli, de cinq puits de développement intercalaires, dont deux ont été mis en production avec succès. Deux autres devraient entrer en production dans les prochains jours. Dans cette perspective PetroNor s'attend à une augmentation supplémentaire de sa production congolaise d'or noir au quatrième trimestre 2023.

KENYAE

La production de maïs devrait grimper en 2023, une première depuis 4 ans

Au Kenya, la santé de l'économie est largement tributaire de l'évolution des performances de l'agriculture. Après avoir connu une décélération l'année dernière, le secteur devrait retrouver à nouveau le chemin de croissance grâce aux perspectives favorables dans plusieurs filières agricoles. Au Kenya, la filière maïs reprendra des couleurs en 2023. Selon les dernières prévisions des autorités, l'offre de la céréale la plus consommée dans le pays est attendue à 44,6 millions de sacs de 90 kg (4 millions de tonnes), soit 30 % de plus qu'un an plus tôt. Ce niveau s'il se confirme signerait un retour à la performance dans un pays qui sort de 5 saisons consécutives de précipitations inférieures à la moyenne et surtout d'une sécheresse de 2022 qui a été sa pire depuis 40 ans à l'image de l'Éthiopie et de la Somalie. Cet épisode a gravement affecté la production de la denrée de base, la tirant vers son plus bas depuis plus d'une décennie et fait flamber ses prix. Dans la première économie d'Afrique de l'Est, le kg de maïs a été vendu en moyenne à 76 shillings (0,51 \$) en septembre 2022 contre moins de 40 shillings (0,26 \$) en moyenne sur la même période entre 2018 et 2021. La reprise de la production serait d'abord liée à des conditions climatiques plus propices aux activités agricoles. Au temps sec enregistré un an plus tôt a succédé des pluies qui sont tombées en quantités suffisantes entre mars et mai (longue saison des pluies). Ces précipitations ont permis de reconstituer les réserves en eau et booster les rendements de la céréale dans les principales régions de culture situées dans la vallée du Rift. Hormis ce facteur climatique, la hausse attendue de la récolte tient à l'amélioration de l'accès des producteurs aux engrais. Dans le cadre de ladite campagne, le gouvernement a en effet annoncé en décembre dernier, un programme de près de 48 millions \$ destiné à subventionner les engrais. Ce soutien a permis de faire passer le prix du sac de 50 kg de 6 500 shillings (43,6 \$) à 3 500 shillings (23,5 \$). Selon les estimations des autorités, 300 000 tonnes d'engrais soit 6 millions de sacs de 50 kg auraient ainsi été distribuées à prix réduit.

PARIS

Dans le rouge, début de la saison des résultats

La Bourse de Paris débute la séance en baisse ce mercredi, le CAC40 est en recul d'environ 0,6%, au lendemain du coup d'envoi à la saison des publications de troisième trimestre, donné après clôture par LVMH.

Le numéro un mondial du luxe -et poids lourd de la place parisienne- a dévoilé mardi soir un chiffre d'affaires de 62,2 milliards d'euros pour les neuf premiers mois de 2023, en croissance de 10% en données publiées et de 14% en organique. Toutes ses activités ont présenté une croissance organique soutenue sur la période à l'exception des vins et spiritueux. Dans un contexte économique et géopolitique incertain, LVMH s'est dit 'confiant dans la poursuite de sa croissance'. Ce point d'activité fait toutefois ressortir une croissance organique de seulement 9% sur le troisième trimestre, allant dans le

sens d'un 'rappel des taux de croissance normalisés du secteur', comme s'y attendait UBS la semaine passée. Outre cette publication, les opérateurs pourront réagir ce mercredi aux prix américains à la production. A paraître en début d'après-midi, ils pourront donner une première indication sur la tendance de l'inflation aux Etats-Unis à la veille des prix à la consommation. Dans l'actualité des valeurs, Veolia fait part de la signature d'un contrat de gestion de déchets de deux milliards d'euros avec le gouvernement de Hong Kong, pour soutenir la décarbonation et la régénération des ressources de ce territoire.

Eurazeo annonce un investissement, à travers son fonds de capital-risque dédié à l'assurtech géré pour le compte de BNP Paribas Cardif, dans InsuranceDekho, principal acteur de l'assurtech en Inde. Le groupe immobilier Nexity annonce la mise en oeuvre d'un programme de rachat d'actions, ayant confié un mandat en ce sens au prestataire de services d'investissement BNP Paribas Exane, portant sur un montant maximum de 5,8 millions d'euros.

A la suite d'une plainte à son encontre pour 'homicide involontaire et non-assistance à personne en danger' lors des attaques terroristes survenues au Mozambique le 24 mars 2021, la société TotalEnergies fait savoir qu'elle rejette fermement ces accusations. Elle rappelle par ailleurs l'aide d'urgence que les équipes de Mozambique LNG ont apportée pour l'évacuation des personnes.

L'Europe hésite dans un contexte de prudence et de chute du luxe

Les marchés européens hésitent à l'ouverture mercredi, dans un contexte de prudence et sous la pression du secteur du luxe, en repli après les résultats de LVMH. A Paris, le CAC 40 recule de 0,56% à 7.122,11 points vers 07h35 GMT. A Francfort, le Dax fait du surplace, le FTSE, à Londres, abandonnant pour sa part 0,13%. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 abandonne 0,13%, l'EuroStoxx 50 0,35% et le Stoxx 600 est stable. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street hésitante, le Dow Jones faisant du surplace, contre une hausse de 0,14% pour le Standard & Poor's 500 et 0,23% pour le Nasdaq. Malgré le ton accommodant de la Réserve fédérale, la prudence continue de dominer sur les marchés, les investisseurs se positionnant avant la publication mercredi de données cruciales sur les prix à la production aux

Etats-Unis, et des minutes de la dernière réunion de politique monétaire de la Fed. L'inflation aux Etats-Unis sera publiée jeudi, tandis que la saison des résultats commencera vendredi. Des surprises à la hausse sur les prix pourraient mettre la Fed dans une mauvaise position et lui faire reconsidérer sa posture "dovish" de ces derniers jours. Les actions européennes sont également sous la pression du recul de LVMH, dont les chiffres trimestriels ont déçu les attentes du marché. Le titre est en recul de 6,07%, se dirigeant vers sa plus mauvaise séance depuis mars 2020, et entraîne dans son recul l'ensemble du secteur du luxe. Kering et Hermès reculent respectivement de 1,51% et 2,08%, tandis que Burberry cède 3,68%, et les suisses Richemont et Swatch abandonnent 4,17% et 2,48%.

USA

La Bourse de Tokyo soutenue par la baisse des rendements obligataires américains

La Bourse de Tokyo progressait mercredi 11 octobre dans la matinée, soutenue comme Wall Street la veille par la baisse des rendements obligataires aux Etats-Unis après des commentaires perçus comme rassurants de la part de plusieurs membres de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice vedette Nikkei avançait de 0,5% à 31.904,34 points vers 00H40 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,09% à 2.314,19 points. «Un flux constant de messages "dovish" (en référence à la colombe symbole d'une politique monétaire plus accommodante, NDLR) de la Fed est exactement ce dont le marché a besoin», a commenté Stephen Innes dans

une note de SPI Asset Management. «Il y a une impression de plus en plus forte que les taux d'intérêt ont atteint leur pic, mais par-dessus tout, les investisseurs commencent à se persuader que la Fed a finalement atteint la fin de son cycle» de hausses de taux, a-t-il ajouté. Certaines valeurs nippones liées aux semi-conducteurs progressaient dans le sillage des hausses la veille de l'indice Nasdaq à Wall Street et de l'indice des semi-conducteurs de la Bourse de Philadelphie, qui regroupe les 30 plus grandes entreprises cotées du secteur aux Etats-Unis. Tokyo Electron gagnait 1,74%, Advantest 3,55% et Screen Holdings 1,33%.

Après s'être repliés mardi à la faveur d'une atténuation des craintes liées à une escalade géopolitique au Moyen-Orient, les cours du pétrole étaient en légère hausse mercredi matin en Asie: à 00H35 GMT le baril de WTI américain gagnait 0,09% à 86,05 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord progressait de 0,16% à 87,79 dollars. Sur le marché des changes, le dollar reflétait à 148,54 yens vers 00H45 GMT, contre 148,71 yens mardi à 21H00 GMT. La monnaie européenne se négociait pour 157,64 yens contre 157,71 yens la veille, et un euro s'échangeait pour 1,0612 dollar contre 1,0605 dollar mardi).

CAC40

En repli après les chiffres trimestriels de LVMH

La Bourse de Paris débute la séance en baisse ce mercredi, le CAC40 est en recul d'environ 0,6%, au lendemain du coup d'envoi à la saison des publications de troisième trimestre, donné après clôture par LVMH. Le numéro un mondial du luxe -et poids lourd de la place parisienne- a dévoilé mardi soir un chiffre d'affaires de 62,2 milliards d'euros pour les neuf premiers mois de 2023, en croissance de 10% en données publiées et de 14% en organique. Toutes ses activités ont présenté une croissance organique soutenue sur la période à l'exception des vins et spiritueux. Dans un contexte économique et géopolitique incertain, LVMH s'est dit 'confiant dans la poursuite de sa croissance'. Ce point d'activité fait toutefois ressortir une croissance organique de seulement 9% sur le troisième trimestre, allant dans le sens d'un 'rappel des taux de croissance normalisés du secteur', comme s'y attendait UBS la semaine passée. Outre cette publication, les opérateurs pourront réagir ce mercredi aux prix américains à la production. A paraître en début d'après-midi, ils pourront donner une première indication sur la tendance de l'inflation aux Etats-Unis à la veille des prix à la consommation.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Octobre 2023
Valeur : 13 Octobre 2023

BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		137.0005	137.0155
1	EUR	EURO		145.3438	145.4146
1	GBP	POUND STERLING		168.2846	168.3651
100	JPY	JAPANESE YEN		92.0208	92.0617
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7687	18.7718
1	CHF	SWISS FRANC		151.3985	151.4820
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.8024	100.8431
1	DKK	DANISH KRONE		19.4941	19.4990
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5914	12.5955
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6944	12.6998
1	AED	UAE DIRHAM		37.2933	37.3075
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.5237	36.5297
1	KWD	KUWAITI DINAR		443.0805	443.2724
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0319	43.4644
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3383	13.3398
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.9547	28.0977
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6072	3.6076
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.0389	180.0389

CHINE

Pékin vante les retombées économiques de ses Nouvelles routes de la soie

L'ambitieux projet chinois des Nouvelles routes de la soie, pour améliorer les liaisons commerciales entre l'Asie, l'Europe, l'Afrique et au-delà, a généré, selon Pékin, quelque 1.900 milliards d'euros de contrats dans le monde.

La Chine célèbre les 10 ans des Nouvelles routes de la soie, lancées sous l'impulsion du président chinois Xi Jinping, et qui se sont concrétisées par la construction de ports, de voies ferrées, d'aéroports ou de parcs industriels, partout dans le monde. Ces infrastructures doivent permettre au géant asiatique d'accéder à davantage de marchés et d'ouvrir de nouveaux débouchés à ses entreprises sur tous les continents. Le document officiel dévoilé ce mardi 10 octobre montre que les contrats signés avec les partenaires de Pékin dans le monde représentent désormais 1.900 milliards d'euros. Soit environ la taille de l'économie de la Russie ou de celle du Canada.

« De vrais bénéfices »

Les prêts accordés pour les chantiers des Nouvelles routes de la soie atteignent quant à eux 2.200 milliards de yuans (284,3 milliards d'euros), pour plus de 130 pays impliqués, soit une dette moyenne de 2,3 milliards d'euros par pays.

Ce chiffre est « largement sous-estimé », commente à l'AFP Niva Yau, chercheuse au Global China Hub du groupe de réflexion Atlantic Council. « D'autres travaux

de recherche universitaire ont été consacrés à ces dettes cachées qui pourraient s'élever à 800 milliards de dollars », assure-t-elle. Le gouvernement chinois a salué mardi le projet des Nouvelles Routes de la soie. Pékin a affirmé que le projet a « apporté de vrais bénéfices aux pays participants ». Ce projet est critiqué pour l'endettement dangereux qu'il fait peser sur des pays pauvres. En Indonésie, par exemple, la première ligne de train à grande vitesse d'Asie du Sud-Est, qui reliera la capitale Jakarta à Bandung en 45 minutes, est l'aboutissement d'un projet de plusieurs milliards de dollars soutenu par la Chine et ses Nouvelles routes de la soie. Aux Maldives, le vainqueur de la présidentielle, dont le parti s'était rapproché de Pékin pendant le mandat présidentiel de son mentor Abdulla Yameen (2013-2018), a défendu les largesses financières accordées par la Chine dans le cadre des routes, finançant des investissements dans les pays en développement.

L'Italie envisage de se retirer du projet

De son côté, l'Italie a indiqué le mois dernier envisager de s'en retirer. « La décision doit être encore prise », avait affirmé



Giorgia Meloni, cheffe du gouvernement, lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet du G20 à New Delhi, au lendemain de sa première rencontre avec le Premier ministre chinois Li Qiang. Elle a expliqué que son gouvernement « évaluait les mérites » de sa participation à ce projet. En 2019, l'Italie, ployant sous le poids de sa dette publique, est devenue le seul pays du G7 à participer au projet des Nouvelles routes de la soie, décrit par ses opposants comme un cheval

de Troie destiné pour Pékin à obtenir une influence politique. Lors de ce G20, les Etats-Unis ont poussé en faveur d'un ambitieux projet de « couloir » logistique reliant l'Inde et l'Europe au Moyen-Orient. Un accord de principe a été signé samedi entre les Etats-Unis, l'Inde, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, mais aussi l'Italie à ce sujet. Selon des observateurs, l'initiative vise à contrer ces Nouvelles routes de la soie.

ALLEMAGNE

Malgré le fort recul de l'inflation confirmé, l'économie reste en souffrance

L'inflation en Allemagne a reculé à 4,5% sur un an en septembre, au plus bas depuis le début de la guerre en Ukraine, signe que le resserrement de la politique monétaire menée par la Banque centrale européenne, qui entraîne une hausse des taux d'intérêt, porte ses fruits. La première économie européenne reste néanmoins en grande souffrance et se dirige vers une récession pour cette année 2023, confirmant son statut d'« homme malade » de l'Europe. C'est confirmé. L'inflation en Allemagne a bel et bien reculé en septembre, s'affichant à +4,5% sur un an après +6,1% en août, selon un communiqué de l'institut de statistiques Destatis, ce mercredi 11 octobre, corroborant de premières estimations publiées fin septembre. Sur un mois, les prix augmentent de +0,3%. L'indice des prix harmonisé, servant de référence pour les comparaisons européennes, lui, progresse de son côté de 4,3% sur un an. Cette baisse s'explique par un « effet de base » qui a pris fin en septembre, d'après Destatis. Entre juin et août, l'inflation a en effet souffert de la comparaison avec le niveau des prix des transports de l'été 2022, qui étaient à un niveau particulièrement bas grâce à un plan d'aide du gouvernement. Durant cette période,

Berlin avait instauré un ticket à 9 euros par mois permettant d'accéder à l'ensemble des transports publics du pays, ainsi qu'une remise sur le carburant. Le recul de l'inflation est aussi lié à la forte détente sur les prix de l'énergie. Ces derniers n'augmentent que de 1% en septembre, après +8,3% en août et +5,7% en juillet. Une tendance à nuancer à long terme : le prix de l'électricité a grimpé de 11,1% sur un an. L'inflation alimentaire, elle, ralentit également, mais reste à un niveau élevé : +7,5%, contre +9,0% en août et +11% en juillet. Le prix de la viande et du poisson ont grimpé de 9,6% sur un an, contre +8,4% pour les légumes et +7,5% pour les fruits. « La baisse brutale de l'inflation constitue un signal important du succès de la lutte contre la hausse des prix » de la Banque centrale européenne, estimait fin septembre Fritz Köhler-Geib, cheffe économiste de la banque publique allemande KfW. L'institution a depuis un an relevé ses taux d'intérêt à une vitesse inédite pour combattre l'inflation. La dernière hausse, mi-septembre, a porté le taux de référence à son plus haut niveau depuis 1999, défiant ceux qui appelaient à une trêve pour ne pas aggraver le ralentisse-

ment de l'activité économique en zone euro. Reste que la hausse générale des prix en Allemagne est encore largement au-dessus de l'objectif fixé par la Banque centrale européenne, situé à 2%. Et si l'inflation se calme, les autres indicateurs économiques du pays ne sont pas au beau fixe. La production industrielle, pilier de l'économie allemande, souffre depuis des mois. Elle a une nouvelle fois baissé en août (-0,2%), pour le quatrième mois consécutif, un recul supérieur aux prévisions (qui tablaient sur -0,1%). Et les exportations se sont contractées de -1,2% en août. Parmi les économies avancées, l'Allemagne montre ainsi les signes les plus inquiétants, avec une récession de plus en plus certaine pour cette année, selon le Fonds monétaire international (FMI). L'institution estime que le pays va voir son produit intérieur brut (PIB) se replier de 0,5% en 2023, une prévision plus pessimiste que la précédente (-0,3% en juillet). Les principaux instituts économiques allemands voient même le recul du PIB atteindre -0,6% cette année. Quant au gouvernement allemand, il doit actualiser ce mercredi sa prévision économique pour 2023 et devrait désormais tabler sur une baisse du PIB de -0,4%, selon plusieurs médias.

ÉTATS-UNIS

Une hausse supplémentaire des taux est à prévoir martèle une responsable de la Fed

La Banque centrale américaine (Fed) pourrait devoir relever encore ses taux, et les maintenir longtemps à un niveau élevé, a martelé mercredi une responsable de l'institution de politique monétaire.

« Les dépenses se sont poursuivies à un rythme soutenu et le marché du travail reste tendu. Cela suggère que le taux directeur pourrait devoir augmenter encore et rester restrictif pendant un certain temps », a indiqué Michelle Bowman, une gouverneure de la Fed, lors d'un discours à Marrakech (Maroc), où se tiennent les assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale. « Nous avons constaté certains progrès dans la réduction de l'inflation », mais celle-ci « reste bien supérieure à l'objectif de 2% » de la Fed, a-t-elle ajouté. L'indice CPI de l'inflation, sur lequel sont indexées les retraites, sera publié jeudi pour le mois de septembre. Après être reparti à la hausse cet été, il devrait reprendre sa baisse, et s'établir à 3,6% sur un an, contre 3,7% le mois dernier, selon le consensus de MarketWatch.

À lire aussi États-Unis : une responsable de la Fed anticipe une nouvelle hausse des taux

L'autre piste des rendements des bons du Trésor L'indice PCE, privilégié par la Fed, sera lui publié plus tard dans le mois, juste avant la prochaine réunion de la banque centrale, les 31 octobre et 1er novembre. Plusieurs responsables de la Fed - dont Michelle Bowman - ont, ces derniers jours, mis en garde sur une possible hausse supplémentaire des taux, qui se situent actuellement dans la fourchette de 5,25 à 5,50%, au plus haut depuis 2001. Et deux présidents de Fed régionales ont aussi estimé que, bien que la politique monétaire ait encore besoin d'être resserrée, cela pourrait se faire autrement que par une hausse du principal taux directeur. Ils estiment que les conditions monétaires plus strictes provoquées par la hausse des rendements des bons du Trésor pourraient avoir un effet similaire. Ces taux, cependant, ont reculé mardi, en réaction notamment à ces commentaires.

Michelle Bowman a par ailleurs évoqué le renforcement de la régulation bancaire, qui fait l'objet d'une consultation publique jusqu'au 30 novembre. « Nous devons veiller à ce que ces modifications ne nuisent pas à la viabilité à long terme des banques, en particulier des banques de taille moyenne et petite », selon la gouverneure. « La réforme de la réglementation peut présenter des risques importants pour la stabilité financière », a-t-elle ajouté, soulignant aussi que ces mesures « ont également la capacité de déprimer l'activité économique en réduisant la disponibilité du crédit ou en limitant la disponibilité des produits ou services financiers ».

LUCID AIR PURE

Une version entrée de gamme pour la berline premium

Lucid Motors dévoile une version entrée de gamme de sa berline électrique premium, à moins de 80 000 euros.

Lucid Motors fait l'actualité en ce moment ! Il y a quelques jours, le constructeur américain a lancé l'Air Sapphire, soit le modèle le plus cher de son catalogue à 236 000 €.

Désormais, Lucid Motors lance la Lucid Air Pure RWD, une version entrée de gamme de sa berline électrique premium, à moins de 80 000 €.

Ce modèle d'entrée de gamme est doté d'un moteur électrique à l'arrière du véhicule et étant capable de développer 430 chevaux.

Des performances qui permettent à ce véhicule d'effectuer du 0 à 100 km/h en seulement 4,5 secondes, ou encore d'atteindre une vitesse de pointe de 200 km/h.

Du côté de l'autonomie : pas de soucis à se faire avec sa batterie de 88 kWh. Avec 660 km au total, Lucid Motors annonce qu'il s'agit de l'autonomie la plus élevée des voitures électriques de série actuellement sur le marché, en dehors de la gamme Air. Dernier détail important : la Lucid Air Pure RWD utilise la batterie la plus compacte du constructeur américain.

Résultat : la zone des passagers arrière se retrouvent plus bas qu'à l'habitude et donc plus proche du sol.

Lucid Motors annonce également un temps de recharge très rapide. En effet, selon le constructeur américain, la batterie pourra gagner 240 kilomètres en moins de 12 minutes. Au niveau du design, on retrouve une voiture avec un aspect très sportif. Au volant, cela se ressent avec un côté très énergétique.

A l'intérieur de l'habitacle, ce véhicule utilise des matériaux de haute qualité, preuve du côté premium de la marque. Les occupants vont également pouvoir bénéficier d'un espace plus important pour les jambes et les pieds.

Cette version entrée de gamme est proposée à un tarif de 77 400 dollars, soit un peu plus de 72 000 euros. Les commandes sont disponibles sur le site web de Lucid Motors.

BMW X2 ET IX2 (2024)

Moteurs et options en pagaille pour le nouveau SUV coupé

BMW lève le voile sur son nouveau X2 et sa variante 100 % électrique, le iX2, tous deux attendus sur le marché début 2024.

Pour sa deuxième génération, attendue sur le marché en mars 2024, le BMW X2 introduit le concept de Sports Activity Coupé (SAC) dans le segment des SUV compacts haut de gamme.

Plus grand et plus prononcé au niveau de sa silhouette de coupé, le X2 marque un pas en avant pour la marque bavaroise, au même titre que sa variante iX2 électrique.

Bmw x2 et ix2 : un design et des packs plus sportifs. Par rapport à son prédécesseur, le X1, le nouveau BMW X2 a gagné 1.94 cm en longueur pour atteindre 4.554 m, 21 millimètres en largeur pour atteindre 1.845 m et 64 millimètres en hauteur pour atteindre 1.590 m.

L'empattement accru et les voies plus larges favorisent l'espace tant pour les cinq sièges que pour le coffre. Le nouveau X2 a une capacité de chargement de 560 à 1 470 litres, selon la variante. La BMW iX2 offre entre 525 et 1 400 litres. A l'avant, on note les phares à LED et la calandre maison qui, pour la première fois dans le segment des compacts haut de gamme, peut être équipée en option de l'éclairage de contour BMW Iconic Glow. Un pack M Sport est disponible pour toutes les autres variantes de modèles, tout comme un pack M Sport Pro qui ajoute, entre autres, des garnitures extérieures M High-gloss Shadowline, des feux M Shadowline, un becquet arrière M et un système de freinage M Sport avec étriers peints en rouge.



Le X2 se décline entre deux peintures unies et 11 peintures métallisées pour l'extérieur, y compris la nouvelle variante Fire Red métallisée. Deux teintes Frozen de BMW Individual et un large éventail de peintures spéciales BMW Individual sont également disponibles.

BMW x2 et ix2 : des nouveaux sièges massants

L'intérieur du nouveau BMW X2 présente un tableau de bord abritant l'écran incurvé BMW, relié à l'habitacle par un accoudoir « flottant » avec panneau de commande intégré. Les sièges sont également proposés dans la variante perforée Veganza et en cuir Vernasca, en remplacement de la sellerie en

tissu de série. Des variantes sport sont disponibles avec un réglage électrique avec fonction de mémorisation, un soutien lombaire et une fonction de massage. D'autres améliorations ont été apportées au confort acoustique et à la protection des occupants. L'équipement de série comprend désormais un airbag entre le siège du conducteur et celui du passager avant. Parmi les équipements proposés par BMW, citons la climatisation automatique bizonale, le système de navigation BMW Maps et le volant en cuir Sport, tout comme le fonctionnement automatique du hayon, quatre ports USB-C et une prise de courant de 12 V dans la console centrale et le coffre. Parmi les options premium, on

trouve un pack de rétroviseurs, un volant chauffant et le système audio Harman Kardon. Mais aussi un toit ouvrant panoramique, dont la surface en verre teinté foncé s'étend jusqu'au pare-brise et au cadre de toit de chaque côté, et loin en arrière en une seule section dans la partie arrière du toit. Le nombre de systèmes d'aide au conducteur et de services numériques a également augmenté par rapport au modèle précédent. On y retrouve la dernière version du système d'alerte de collision frontale, le régulateur de vitesse avec fonction de freinage, le système d'information sur les limitations de vitesse et le système d'alerte de franchissement de ligne avec retour dans la voie.

LES VOITURES CHINOISES FABRIQUÉES EN EUROPE TOUJOURS MOINS CHÈRES ?

Voici pourquoi !

Les voitures chinoises fabriquées en Europe seront toujours moins chères pour deux raisons particulières. Voici lesquelles. Les voitures électriques chinoises sont moins chères car la main d'œuvre est plus faible en Chine qu'en Europe. Voici l'affirmation qui a été répétée à plusieurs reprises ces dernières années. Une récente étude menée par la banque suisse UBS prouve le contraire. En effet, elle démontre en deux points pourquoi les voitures chinoises seront moins chères, même si ces dernières sont produites en Europe et prend pour exemple BYD.

L'étude menée par la banque suisse UBS a mis en lumière le fait que le constructeur chinois BYD dispose de deux avantages par rapport aux autres marques.

L'étude précise, en effet, que la vitesse de production des modèles aide grandement. Le deuxième point est le fait que le constructeur chinois produit lui-même la grande majorité de ses composants.

On est bien loin de l'idée selon laquelle les voitures chinoises seraient moins chères à cause de la faible main d'œuvre en Chine.

Grâce aux résultats de cette étude, il est prouvé que même si BYD produit ses voitures en Europe, le constructeur chinois proposerait des prix très abordables.



Les estimations annoncent des tarifs plus faibles de 25 % par rapport aux autres constructeurs. Si l'on en croit l'étude de UBS, BYD pourrait produire une voiture en un temps record, à savoir moins de 5 heures. C'est déjà mieux que ce que propose Tesla. A une production aussi prolifique, il faut ajouter une économie drastique au niveau de l'achat de certaines pièces, produites directement par le

constructeur lui-même. Selon l'étude d'UBS, BYD fabrique lui-même 75 % de pièces qui sont utilisées dans la voiture, y compris les batteries. C'est un véritable atout pour BYD puisque le constructeur chinois ne dépend pas des fluctuations du marché.

OPERA LANCE DE NOUVEAUX OUTILS POUR BOOSTER ARIA

L'IA intégrée à son navigateur

L'intelligence artificielle intégrée au navigateur Web Opera va profiter d'un énorme coup de fouet. Opera Software, qui édite le navigateur vient d'annoncer l'arrivée de nouveaux outils qui vont « libérer la puissance de l'IA ».

Petit à petit, l'oiseau fait son nid. Dévoilée il y a quelques mois, Aria, l'intelligence artificielle intégrée au navigateur Web Opera et qui s'appuie sur ChatGPT, va profiter de nouveaux outils qui devraient lui offrir de nouvelles capacités. Opera Software, l'éditeur du navigateur Opera One indique que ces nouveaux outils lui permettront d'affiner ses réponses sans effort supplémentaire de la part de l'utilisateur.

Un bouton pour réutiliser du contenu ou le reformuler

Pour simplifier l'utilisation d'Aria, les développeurs d'Opera ont décidé de lui intégrer un nouvel outil, Affiner, grâce auquel vous pourrez réutiliser le contenu d'une réponse fournie par l'IA, ou de le reformuler. Pour cela, vous n'avez qu'à sélectionner les éléments à réutiliser ou à reformuler, puis à cliquer sur le bouton adéquat qui s'affiche dans un menu en surimpression. Si vous réutilisez du contenu, les éléments sélectionnés viendront s'ajouter comme élément de contexte à la nouvelle requête que vous vous apprêtez à lui soumettre. En revanche, si vous décidez de reformuler une partie de la réponse générée, Aria s'exécutera automatiquement



sans qu'aucune autre action de votre part ne soit nécessaire. La partie de la réponse reformulée s'affichera ensuite directement à la place de l'ancienne, sans que le chatbot génère une nouvelle réponse dans sa totalité. Il est même possible de surligner dans différentes couleurs certains éléments dans la réponse fournie

par Aria pour les retrouver plus facilement si vous devez y revenir.

Aria peut écrire à votre place, dans votre style

L'autre nouveauté de taille inaugurée dans Aria, c'est le module Composer. En cliquant sur le bouton figurant un crayon entouré d'étoiles, greffé à droite du

champ de saisie d'Aria, vous accédez au module d'écriture avancé du chatbot. Vous pourrez alors lui indiquer le type de tâche à réaliser (article de blog, e-mail, publication pour les réseaux sociaux, etc.), lui fournir une description sur ce que vous attendez de lui, et même choisir le ton du texte à générer.

ÉNORMES PERFORMANCES, SUPPORT ANDROID ÉTENDU

Le Galaxy S24 repousserait les limites

Loin d'être une simple mise à jour de leurs prédécesseurs, les Galaxy S24 pourraient faire un bond important en matière de performances, mais aussi de mises à jour logicielles. À quelques mois de leur présentation, les Galaxy S24 font parler d'eux grâce à de nouvelles informations autour de la puce Snapdragon 8 Gen 3 qui devrait être présentée par Qualcomm d'ici à la fin de l'année. Samsung pourrait aussi étendre son support logiciel pour ses mobiles haut de gamme.

De la puissance à revendre

Alors que la puce n'est pas encore officielle, les premières indiscretions à son sujet sont déjà diffusées en ligne. Aujourd'hui, c'est le célèbre pronostiqueur Digital Chat Station qui rapporte l'augmentation de la puissance de traitement du Snapdragon 8 Gen 3 par rapport à son prédécesseur. On connaît les excellentes performances du Snapdragon



8 Gen 2 qui équipe les Galaxy S23, et Qualcomm devrait aller beaucoup plus loin avec son prochain SoC. Ainsi, le leaker évoque sur son compte Weibo une augmentation des performances du processeur de l'ordre de 15 %. Mais le chiffre le plus impressionnant est sans doute celui du GPU qui serait 39 % plus puissant que celui de la génération précédente. Les Samsung Galaxy S24 pourraient ainsi répondre aux iPhone 15 Pro en offrant des performances supé-

rieures. Des gains importants qui ne changeraient sûrement pas grand-chose pour lire vos mails ou consulter vos réseaux sociaux, mais qui pourraient faire toute la différence dans des tâches plus gourmandes en ressources comme le gaming ou le montage vidéo. Pendant la présentation de ses derniers smartphones, Apple a beaucoup insisté sur la puissance de sa puce A17 Pro pour faire tourner des jeux vidéos en utilisant des technologies

jusqu'à réservées aux consoles de jeux comme le Ray Tracing. Nous verrons si Samsung a aussi des ambitions dans ce domaine pour ses Galaxy S24.

Vers cinq ans de mises à jour Android pour les Galaxy S24 ?

La semaine dernière, Google a jeté un pavé dans la mare en annonçant que ses Pixel 8 et 8 Pro profiteront de sept ans de mises à jour Android et autant pour la sécurité. Jusqu'alors, c'est Samsung qui menait la danse sur Android avec quatre ans de mises à jour d'OS et cinq ans de correctifs de sécurité. Nos confrères de Sammobile ont évoqué le sujet avec Shin-Chul Baik, ingénieur principal et responsable du programme technique de l'équipe de sécurité de la division Mobile eXperience de Samsung, lors de la Samsung Developers Conference 2023 qui se tenait à San Francisco.

Le grand soir de l'Apple Watch n'est pas pour demain (ni 2024)

Bien malin celui qui saura prédire les projets d'Apple pour ses montres connectées de 2024. Les rumeurs commencent toutefois à préparer les esprits à une année maigre en termes de nouveautés. Comment Apple va-t-elle s'y prendre pour fêter les 10 ans de l'Apple Watch ? Tim Cook avait en effet dévoilé le tout nouveau produit du constructeur en septembre 2014, en même temps que les iPhone 6 et 6 Plus. La montre avait attendu le printemps suivant, en avril 2015, pour être commercialisée. Depuis, cette famille d'appareils s'est élargie et a bien sûr connu des améliorations dans tous les sens.

Le flou de l'Apple Watch X

Mais force est de constater qu'une Apple Watch achetée en 2015 a plus qu'un air de famille avec une Apple Watch de 2023 (si on met de côté l'Ultra) ! Certes, l'écran est plus grand et le design s'est affiné et raffiné. Mais ces évolutions se sont réalisées par petites touches, sans bousculer les habitudes. À tel point qu'on peut observer une certaine stagnation : les Apple Watch Series 9 et Ultra 2 apportent très peu de nouveautés par rapport aux modèles précédents.

Il faudra attendre 2024 ou 2025 pour assister à des changements plus profonds pour l'Apple Watch, a déclaré Mark Gurman cet été. L'Apple Watch Series X, ou Apple Watch X, pourrait en effet inaugurer un écran micro-LED (au lieu de l'OLED actuel), à la luminosité et la durabilité supérieures, et peut-être un nouveau système d'attaches plus petites pour les bracelets. Le tout permettrait d'amincir la montre. De son côté, Ming-Chi Kuo donne quelques précisions tout en restant étrangement flou : l'Apple Watch de 2024 n'adoptera pas le microLED, ce sera sûrement pour le cru 2025... même s'il ne serait pas surpris que cela soit reporté à 2026. Il n'est pas non plus question d'un capteur non invasif pour mesurer le taux de sucre dans le sang en 2024 ni en 2025 (il faudra certainement attendre beaucoup plus longtemps).

Mots fléchés

Approvisionnement		Imploration		Intimider		Sur la Dendre		Parent		Lettre grecque		Démonter	
Proportions		Première page		Cobalt en cornue				Ventila		Finalement		Petit cigare	
Mariage						Hautes coiffes							
Déchet organique						Sillon							
				C'est l'Angola			Royal Air Force				Erra du fait d'Héra		
				Affranchi			Belle saison						
Opération bancaire		Détentes de potaches											
		Chou-navet											
								Volonté	Irlande		Bat le roi		
											Averse		
Dit au copain			Département n° 09										
Vent du sud			Petit entêté							Tente			
					Absence de microbes		Pas grand chose					Ville des Bouches du Rhône	
							Franche						
Renseigner										Renforce le oui			Victoire de Napoléon
Couper les arbres										Changer			
								Abrasif					
								Outils de cuisinier					
Plaisanterie	Maison des chômeurs					Donne le choix			Rivière du Congo				
	Caca-huètes					Estonie en VO			Équerres				
			Escri-meur								Dedans		
			Héros de Daudet										
Rongeur				Chien de chasse							À lui		
Possessif				Nouvelles normes							Geôles		
		Parfu-mées											
		Affluent du Rhin								Mise à niveau		Déprimé	Fleuve côtier
Calepin							Révolte d'enfant		Savoir faire				
Matou													
				Office de quinze heures	Noter								
État d'Asie						Charpente	Paresseux		Continent				
Idem en bref													
		Vêtement féminin					Calcium du chimiste		Appel de détresse				Devant la matière
		Participe							Désignent Monaco				
Écarteur													
Fabriquer						Trempé							
						Disci-plines de vie							

Le dollar en repli à la suite d’une baisse des taux obligataires

Le dollar se repliait mardi face à la l'euro et à la livre, à la suite d'un recul des rendements obligataires et de plusieurs commentaires de membres de la Fed laissant planer le doute sur la nécessité d'un nouveau resserrement monétaire avant la fin de l'année. Vers 18H30 GMT, le dollar reculait de 0,26% à 1,0595 dollar pour un euro, et perdait 0,27% face à la livre à 1,2271 dollar pour une livre. Face aux principales monnaies, le billet vert, mesuré par le dollar index, reculait de 0,21% à 105,86 points. Ce repli a fait suite à une chute des rendements obligataires. Les rendements sur les bons du Trésor à dix ans descendaient à 4,65% contre 4,80% à la dernière séance, alors que lundi le marché obligataire était resté fermé en raison d'un jour férié (Columbus Day).Les taux à deux ans s'inscrivaient à 4,96%, contre 5,08% à la précédente clôture.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 12 octobre 2023 http:www.lesenjeuxeco.dz



MOBILIS AU RENDEZ-VOUS AVEC LES VERTS

Algérie vs Cap Vert / Egypte vs Algérie

ATM Mobilis, Partenaire Officiel de la Fédération Algérienne de Football (FAF) et des Équipes Nationales, encourage les Verts à l'occasion des deux rencontres amicales de préparation en prévision des prochaines échéances internationales, notamment le début des éliminatoires du Mondiale 2026 et la 34e édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2024) en Côte d'Ivoire.

Après les deux matches amicaux disputés au mois de septembre dernier, face la Tunisie et le Sénégal, l'équipe nationale disputera deux nouvelles joutes amicales, contre d'abord le Cap-Vert, le jeudi 12 octobre à 20h00 au Stade du Chahid Hamlaoui de Constantine, puis se déplacera à Abu Dhabi, aux Emirats Arabes Unis, pour affronter l'Égypte, le lundi 16 octobre à 17h00 (heure algérienne), au stade Hazaa-Bin-Zayed d'Al-Aïn.

Pour rappel, l'Algérie s'est qualifiée pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations prévue en Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024, et s'apprête à entamer la campagne des qualifications et valider son billet à l'épreuve mondiale, début du mois prochain. Fidèle à son engagement d'accompagner et d'encourager les Guerriers du Désert, ATM Mobilis ne ménagera aucun effort pour les soutenir, partout et à tout moment de leur parcours.

Bonne chance aux Verts. Dzayer Bladna wel Khedra Dialna

MDN

Mise en échec de tentatives d’introduction de plus de 9 quintaux de kif

Des tentatives d'introduction de plus de 9 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, alors que 58 narcotrafiquants ont été arrêtés dans des opérations menées par des détachements combinées de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période du 4 au 10 octobre 2023, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 58 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 9 quin-

taux et 61 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 339337 comprimés psychotropes ont été saisis « note la même source.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, des détachements de l'ANP « ont arrêté 312 individus et saisi 30 véhicules, 216 groupes électrogènes, 126 marteaux piqueurs, un (01) détecteur de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite». Selon la même source, « 28 autres individus ont été interceptés et 14 fusils de chasse, deux (02) pistolets automatiques, 17189 litres de carburants, 18 quintaux de tabacs, 11 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation et 16806 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national ». Le bilan fait état également de « l'arresta-

tion de 12 éléments de soutien aux groupes terroristes, lors de différentes opérations menées à travers le territoire national ». Par ailleurs, les Garde-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au « sauvetage de 126 individus à bord d'embarcations de construction artisanale », alors que « 775 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national ».

Ces opérations exécutées par des unités et des détachements de l'ANP, dans « la dynamique des efforts soutenus de la lutte contre la criminalité organisée multiforme », ont abouti à « des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », conclut le bilan du MDN.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Le génie d’un peuple (Ghazaouis) au service d’une cause nationale

Ghaza mérite plus qu’une chronique dans un journal économique. Nous ne disposons pas de données économiques fiables pour présenter une chronique économique sur ce territoire, particulièrement en ce moment de guerre contre une occupation barbare raciste, d’apartheid.

Le samedi 7 octobre 2023, le peuple de Ghaza a exprimé au monde entier sa révolte contre cet occupant, l'enfant gâté de l'occident, et surtout sa détermination à lutter pour sa liberté et sa dignité malgré un blocus inhumain de plusieurs décennies. Le génie d'un peuple est capable de surmonter toutes les difficultés et toutes les contraintes. Déjà depuis longtemps les Ghazaouis ont montré leurs capacités à faire face à toutes les difficultés dans leur vie au quotidien, une économie de la pénurie. Ils ont organisé une économie de guerre au sens propre du terme. Ils ont fait face à toutes les contraintes pour approvisionner la population civile, à assurer une logistique à leurs ateliers économiques, à créer des activités dans un minuscule territoire (360 km2et 2.2 millions d'habitants) et surtout à développer une industrie militaire. Comment est-ce possible dira-t-on ?

Seul le génie d'un peuple peut faire face à tant de difficultés économiques au quotidien. La théorie, comme l'histoire économique, nous enseigne que les plus grandes innovations ont été réalisées sous contraintes, à la recherche de solutions alternatives aux contraintes présentes et aussi à la recherche d'une meilleure solution à des problèmes réels (innovations). Les Ghazaouis ont surtout innové depuis que leur territoire est soumis au blocus terrestre, aérien et maritime. Ils ont innové dans plusieurs domaines comme dans la fabrication de

machines-outils, la substitution aux matières premières venant de l'étranger, la modernisation des équipements datant de plusieurs décennies le tout pour faire face aux contraintes imposées et satisfaire la demande croissante d'une population de plus en plus nombreuse (taux de croissance démographique le plus élevé de la région) et de plus en plus démunie. Les Ghazaouis ont été particulièrement doués pour introduire des innovations dans deux domaines particulièrement décisifs pour leur survie : la gestion des infrastructures logistiques et l'innovation dans le domaine de l'armement. Sur le premier, les Ghazaouis ont été les premiers à pratiquer le BOT (projet Build, Operate and Transfer), techniques de financement, de construction et d'exploitation des grandes infrastructures, procédé largement préconisé par les institutions internationales et pratiqué par plusieurs pays avec plus ou moins de succès. Les Ghazaouis l'ont utilisé dans le domaine des tunnels entre l'Egypte et Gaza pour approvisionner cette dernière ville sous le blocus israélien. Des entrepreneurs informels Ghazaouis ont construit dans la clandestinité totale des Tunnels de fortune pour faire passer des marchandises de toutes sortes (produits alimentaires, matières premières, ciments, aciers, machines-outils, véhicules...) à partir du Sinaï Egyptien. Les commerçants et autres « importateurs » sont soumis au paiement d'une redevance (droits de passage). Plusieurs fois ces tunnels ont été détruits soit par Israël, soit par l'Egypte lorsqu'on découvre leur existence, mais reconstruits sur un autre site sitôt la vigilance des services baissée. Il s'agit donc d'un investissement coûteux, mais surtout très risqué. Nous sommes dans la configuration BO (Build and Operate) puisque il n'y aura jamais de Transfer à une autorité publique, nous sommes dans un

système hors tout contrat formel. Beaucoup de matériaux sont passés par ces tunnels : Ciments, Aciers spéciaux, produits chimiques, matériels électroniques et certainement des armes de tous les calibres.

Le deuxième domaine dans lequel les Ghazaouis ont été particulièrement innovateurs est sans doute l'armement. Ils ont amélioré plusieurs systèmes militaires, soit par la substitution de pièces par une fabrication locale, soit par un perfectionnement de ces systèmes comme les lances roquettes qui ont vu leur portée améliorée d'année en année, les drones et même le bruitage des radars. L'opération du 7 octobre 2023 a été menée avec un grand succès par du matériel fabriqué ou au moins sophistiqué localement dans des ateliers souterrains. L'attaque a été menée par terre, mer et par les airs. Les équipements (armement) utilisés sont en apparence rudimentaires, élémentaires, mais d'une efficacité redoutable (parachutage de combattants en territoire ennemi, franchissement du mur et des barbelés dotés de systèmes électronique de surveillance,... sans parler de l'innovation dans l'organisation de l'opération elle-même et de l'entraînement des combattants. C'est réellement de l'innovation au sens économique et technologique. Imaginons un instant que ces innovations soient transférées aux activités économiques, ça sera la révolution industrielle en Palestine avant tous les pays arabes qui achètent tout à l'étranger grâce aux pétrodollars. Peut-être que l'avenir économique du monde arabe, rentier, corrompu et attardé, se construit à Ghaza. En tout cas, la vengeance sur l'Etat sioniste passe par Ghaza.